

NEI

Fonds NEI

États financiers annuels audités

30 septembre 2024



Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers des Fonds NEI ci-joints ont été préparés par Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (le « gestionnaire »), en sa qualité de gestionnaire des Fonds, et ils ont été approuvés au nom du conseil d'administration de Placements NordOuest & Éthiques inc., agissant à titre de commandité pour Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. Le gestionnaire est responsable de l'information et des déclarations contenues dans ces états financiers.

Le gestionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer la pertinence et la fiabilité de l'information financière communiquée. Les états financiers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière et comprennent nécessairement certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et faisant appel au jugement. Les principales conventions comptables que le gestionnaire estime appropriées sont décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Le conseil d'administration est chargé d'examiner et d'approuver les états financiers et de contrôler dans quelle mesure le gestionnaire s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière. Avec l'auditeur externe des Fonds NEI, le conseil d'administration examine les états financiers, le processus d'audit et la présentation de l'information financière. Il approuve aussi les états financiers pour publication.

L'auditeur externe des Fonds NEI est Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Ils ont audité les états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière afin d'être en mesure d'exprimer leur opinion sur ces états financiers à l'intention des porteurs de parts. Leur rapport se trouve à la page suivante.

Signé au nom du conseil d'administration de
Placements NordOuest & Éthiques inc.,
agissant à titre de commandité pour
Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.,
le gestionnaire et fiduciaire



William Packham,
Président et chef de la direction



John H. Bai,
VP principal, directeur financier et directeur des risques

Le 10 décembre 2024

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux porteurs de parts de :

Fonds du marché monétaire NEI	Fonds d'entreprises chefs de file mondiales NEI
Fonds d'obligations canadiennes NEI	Fonds d'infrastructure propre NEI
Fonds d'obligations d'impact canadien NEI	Fonds d'actions internationales ER NEI
Fonds d'obligations d'impact mondial NEI	Fonds des marchés émergents NEI
Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI	Portefeuille NEI ER Sélect revenu
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI	Portefeuille NEI ER Sélect revenu et croissance
Portefeuille NEI rendement conservateur	Portefeuille NEI ER Sélect équilibré
Portefeuille NEI rendement équilibré	Portefeuille NEI ER Sélect croissance et revenu
Fonds équilibré durable mondial NEI	Portefeuille NEI ER Sélect croissance
Fonds croissance et revenu NEI	Portefeuille NEI ER Sélect croissance maximale
Fonds de dividendes canadiens NEI	Portefeuille NEI Impact conservateur
Fonds d'actions canadiennes ER NEI	Portefeuille NEI Impact équilibré
Fonds d'actions canadiennes NEI	Portefeuille NEI Impact croissance
Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI	Portefeuille privé NEI revenu
Fonds de dividendes américains NEI	Portefeuille privé NEI revenu et croissance
Fonds d'actions américaines ER NEI	Portefeuille privé NEI équilibré
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI	Portefeuille privé NEI croissance
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI	Mandat NEI revenu fixe
Fonds de dividendes mondial ER NEI	Mandat NEI actions canadiennes
Fonds de valeur mondial NEI	Mandat NEI actions mondiales
Fonds d'actions mondiales ER NEI	Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion
Fonds de croissance mondiale NEI	Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI
Fonds leaders en environnement NEI	

(collectivement, les « Fonds »)

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers des Fonds, qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2024 et 2023 et les états du résultat global, les états de l'évolution de la situation financière et les états des flux de trésorerie pour les exercices (périodes, le cas échéant) clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des Fonds aux 30 septembre 2024 et 2023, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices (périodes, le cas échéant) clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants des Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de la direction sur le rendement du Fonds de chacun des Fonds. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de la direction sur le rendement du Fonds de chacun des Fonds avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les Fonds ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des Fonds à poursuivre leur exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les Fonds à cesser leur exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 10 décembre 2024

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 septembre

2024
\$

ACTIFS

Actifs courants

Dépôts sur marge	18 786 122
Placements à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)–positions vendeur	128 365 111
Options à la juste valeur–position acheteur	799 353
Somme à recevoir pour la vente de titres	750 730
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	222 405
	<u>148 923 721</u>

PASSIFS

Passifs courants

Charges à payer	1 347
Frais de performances à payer	1 437 324
Placements à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)–positions acheteur	55 215 298
Options à la juste valeur–position vendeur	627 812
Somme à payer pour l'achat de titres	287 930
Intérêts, dividendes et autres montants à payer	41 872
	<u>57 611 583</u>

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>91 312 138</u>
--	--------------------------

Données par série (note b)

Série A

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>713 123</u>
- par part	<u>11,37</u>

Série C

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>1 152</u>
- par part	<u>11,52</u>

Série F

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>677 789</u>
- par part	<u>11,44</u>

Série I

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>89 918 922</u>
- par part	<u>11,53</u>

Série O

Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>1 152</u>
- par part	<u>11,52</u>

Approuvés au nom du conseil d'administration de

Placements NordOuest & Éthiques inc.,

agissant à titre de commandité pour

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., le gestionnaire et fiduciaire



William Packham,
Président et chef de la direction



John H. Bai,
VP principal, directeur financier et directeur des risques

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Période close le 30 septembre

	2024*
	\$
Revenus	
Intérêts à des fins de distribution	527 179
Dividendes	1 706 824
Revenu net (perte nette) provenant de dérivés	1 037 962
Écart de conversion sur encaisse	140 377
Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements	(1 704 365)
Gain net (perte nette) réalisé(e) sur dérivés	(565 773)
Variation de la juste valeur :	
Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements	15 238 071
Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur dérivés	171 541
	<u>16 551 816</u>
Charges (note 5)	
Frais de gestion	9 303
Frais de performances	2 799 658
Frais relatifs au Comité d'examen indépendant	995
Frais d'administration	1 524
Taxes de vente	365 578
	<u>3 177 058</u>
Retenues d'impôt	45 004
Courtages et autres coûts d'opérations de portefeuille	426 428
Intérêts payés sur placements vendus à découvert	153 014
Dividendes payés sur placement vendus à découvert	806 668
	<u>4 608 172</u>
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>11 943 644</u>
Données par série	
Série A	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>63 273</u>
- par part	<u>1,47</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>43 101</u>
Série C	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>152</u>
- par part	<u>1,52</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>100</u>
Série F	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>60 016</u>
- par part	<u>1,57</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>38 122</u>
Série I	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>11 820 051</u>
- par part	<u>1,54</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>7 695 657</u>
Série O	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	<u>152</u>
- par part	<u>1,52</u>
Nombre moyen pondéré de parts	<u>100</u>

* Début des opérations en janvier 2024

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

États financiers annuels 2024

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

ÉTAT DE L’ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Période close le 30 septembre	Série A	Série C	Série F	Série I	Série O
	2024* \$	2024* \$	2024* \$	2024* \$	2024* \$
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au début de la période	-	-	-	-	-
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	63 273	152	60 016	11 820 051	152
Opérations sur parts rachetables					
Produit de la vente de parts rachetables	649 850	1 000	793 973	81 898 871	1 000
Distributions réinvesties	-	-	-	-	-
Montant global des rachats de parts rachetables	-	-	(176 200)	(3 800 000)	-
	649 850	1 000	617 773	78 098 871	1 000
Distributions effectuées au profit des porteurs de parts rachetables	-	-	-	-	-
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables à la fin de la période	713 123	1 152	677 789	89 918 922	1 152

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période close le 30 septembre	2024* \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	11 943 644
Ajustement au titre des éléments suivants :	
Écart de conversion sur encaisse	(140 377)
(Gain net) perte nette réalisé(e) sur placements et dérivés	2 270 137
(Gain net) perte nette non réalisé(e) sur placements et dérivés	(15 409 611)
Dépôts sur marge	(18 786 122)
Produit de la vente/échéance de placements	(11 757 420)
Achat de placements	(48 421 699)
Somme à recevoir pour la vente de titres	(750 730)
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	(222 405)
Charges à payer	1 347
Frais de performances à payer	1 437 324
Intérêts, dividendes et autres montants à payer	41 872
Somme à payer pour l'achat de titres	287 930
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(79 506 110)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	
Produit de la vente de parts rachetables	83 344 694
Montant global des rachats de parts rachetables	(3 976 200)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	79 368 494
Effet de change sur l'encaisse libellée en devises étrangères	137 616
Augmentation (diminution) de l'encaisse/découvert bancaire	-
Encaisse (découvert bancaire) au début de la période	-
Encaisse (découvert bancaire) à la fin de la période	-
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	
Intérêts reçus, déduction faite des retenues d'impôt	524 995
Dividendes reçus, déduction faite des retenues d'impôt	1 441 088
Intérêts payés	153 588
Dividendes payés sur vente à découvert	764 796

* Début des opérations en janvier 2024

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024

	NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
POSITIONS ACHETEUR*				Waste Connections	10 300	2 129 765	2 490 025
Actions (140,6 %)				WSP Global	5 800	1 133 577	1 393 624
Actions canadiennes (90,7 %)						14 342 349	16 057 674
Énergie (15,3 %)				Consommation discrétionnaire (2,0 %)			
Advantage Energy	34 127	324 578	322 500	Dollarama	1 900	193 178	263 226
ARC Resources	31 143	682 716	711 929	Vêtements de Sport Gildan	7 700	446 220	490 182
Canadian Natural Resources	37 282	1 602 064	1 674 335	Restaurant Brands International	6 826	696 800	666 149
Enbridge	40 669	1 979 958	2 234 355	Spin Master	12 944	442 632	395 439
Gibson Energy	25 984	557 143	577 105			1 778 830	1 814 996
Compagnie Pétrolière Impériale	8 500	695 979	808 775	Consommation courante (2,3 %)			
Mattr	6 618	107 217	93 843	George Weston	7 161	1 238 020	1 625 547
MEG Energy	43 567	1 074 456	1 107 017	Metro	1 400	114 851	119 686
North American Construction Group	6 583	208 991	166 484	North West Company	7 466	306 040	383 230
Parkland	26 902	1 152 116	937 804			1 658 911	2 128 463
Pembina Pipeline	17 534	800 132	977 520	Soins de santé (0,6 %)			
Precision Drilling	2 474	217 291	206 059	Chartwell résidences pour retraités	19 500	242 037	303 810
Suncor Énergie	45 370	2 136 016	2 264 870	kneat.com	56 784	199 178	265 181
TC Énergie	18 000	948 965	1 157 220			441 215	568 991
TerraVest Industries	3 400	257 507	326 774	Services financiers (21,9 %)			
Tourmaline Oil	6 200	361 801	389 426	Banque de Montréal	5 800	702 406	707 832
		13 106 930	13 956 016	Brookfield Asset Management, catégorie A	15 700	871 022	1 003 858
Matériaux (11,8 %)				Brookfield, catégorie A	3 500	201 324	251 405
Mines Agnico Eagle	16 000	1 090 252	1 743 200	Canaccord Capital	22 700	187 416	204 073
BeMetals	199 400	19 940	15 952	Banque Canadienne Impériale de Commerce	31 800	2 149 675	2 638 128
BeMetals, bons de souscription, 2025-07-31	99 700	-	1 615	Banque canadienne de l'Ouest	7 757	230 508	417 559
Capstone Copper	16 900	116 441	178 633	Dominion Lending Centres	19 633	54 176	80 888
CCL Industries, catégorie B	16 185	1 056 185	1 334 453	Fairfax Financial Holdings	375	520 257	640 376
Champion Iron	46 876	319 925	311 257	Galaxy Digital Holdings	18 200	256 489	315 952
First Quantum Minerals	38 100	530 225	702 564	Intact Corporation financière	1 975	443 588	512 908
Franco-Nevada	1 981	296 410	332 768	Financière Manuvie	55 569	1 742 714	2 221 093
Frontier Lithium	63 616	43 933	39 442	Nuvei	6 600	223 084	297 688
Gold Royalty	19 400	45 384	35 683	Power Corporation du Canada	23 800	906 779	1 015 308
Gold Royalty, bons de souscription, 2027-05-31	19 400	265	7 871	Banque Royale du Canada	30 750	4 146 674	5 190 600
Hudbay Minerals	67 855	579 587	844 116	Sprott	1 900	114 085	111 359
K92 Mining	18 242	120 704	143 565	Banque Toronto-Dominion	51 204	4 026 723	4 378 966
Kinross Gold	35 371	325 769	448 151			16 776 920	19 987 993
Labrador Iron Ore Royalty	8 500	281 141	273 360	Technologies de l'information (7,6 %)			
Major Drilling Group International	31 236	276 517	261 445	Celestica	10 900	482 969	753 626
NGEx Minerals	12 909	105 818	144 064	Computer Modelling Group	18 400	184 573	209 208
OceanaGold	61 976	165 495	237 368	Constellation Software	420	1 542 526	1 848 000
Pan American Silver	33 004	706 119	932 033	Descartes Systems Group	6 153	745 610	856 313
Solaris Resources	31 779	134 885	111 226	Dye & Durham	13 700	177 271	217 693
Talon Metals	177 162	26 564	16 830	Kinaxis	2 908	462 114	467 228
Ressources Teck, catégorie B	26 846	1 553 565	1 896 401	Lightspeed Commerce	12 000	229 816	267 600
West Fraser Timber	5 075	567 817	668 733	Shopify, catégorie A	21 400	2 238 378	2 318 690
West Red Lake Gold Mines	120 100	86 472	90 075			6 063 257	6 938 358
West Red Lake Gold Mines, bons de souscription, 2026-05-16	120 100	-	27 022	Communications (2,2 %)			
		8 449 413	10 797 827	BCE	7 900	385 583	371 458
Produits industriels (17,6 %)				Cineplex	15 200	127 738	164 312
Adentra	4 700	181 344	199 327	Lumine Group	5 497	179 412	173 705
AG Growth International	5 377	311 053	291 057	Rogers Communications, catégorie B	21 500	1 318 768	1 169 170
AtkinsRealis Group	10 300	560 070	565 985	TELUS	7 400	165 074	167 906
Badger Infrastructure Solution	11 306	531 496	415 722			2 176 575	2 046 551
Bombardier, catégorie B	5 128	300 138	527 722	Services publics (6,2 %)			
Boyd Group Services	2 160	623 399	442 714	AltaGas	52 600	1 488 068	1 761 048
Brookfield Business Partners	10 100	283 708	320 271	Boralex, catégorie A	19 693	649 172	708 554
Canadian Pacific Kansas City	37 221	3 938 896	4 305 353	Brookfield Infrastructure Partners	15 407	644 977	731 370
Chorus Aviation	20 217	49 630	57 618	Brookfield Renewable Partners	12 200	405 626	465 308
Element Fleet Management	81 348	1 875 607	2 339 568	Capital Power	15 210	569 414	747 876
NFI Group	21 600	365 643	390 528	Hydro One	7 675	300 829	359 804
Thomson Reuters	5 585	1 149 506	1 288 404	Innervex énergie renouvelable	36 387	336 853	380 972
Industries Toromont	7 800	908 517	1 029 756	TransAlta	32 916	329 464	461 482
						4 724 403	5 616 414

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

	NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Actions canadiennes (suite)				Procter & Gamble	752	155 746	176 152
Titres indiciels (0,2 %)				Sharkninja	1 500	193 945	220 537
Sprott Physical Uranium Trust	5 744	179 333	150 435	Walmart	5 380	405 292	587 552
Immobilier (3,0 %)						1 795 123	2 046 903
Fiducie de placement immobilier				Soins de santé (3,9 %)			
Boardwalk	7 179	514 917	614 953	Boston Scientific	5 796	480 539	656 891
BSR Real Estate Investment Trust	9 971	155 282	191 356	Bristol-Myers Squibb	3 300	222 335	230 920
Colliers International Group	3 000	497 453	615 750	Elanco Animal Health	9 420	196 643	187 152
Fonds de placement immobilier				Eli Lilly and Company	610	538 242	730 896
Crombie	23 711	334 795	375 582	GoodRx Holdings, catégorie A	9 902	93 022	92 940
Dream Unlimited, catégorie A	9 973	243 875	336 389	Insmed	1 050	49 132	103 665
Fiducie de placement immobilier				Intuitive Surgical	910	475 182	604 620
Granite	1 600	114 308	130 608	Medpace Holdings	200	82 981	90 290
Minto Apartments	27 865	460 381	470 640	Merck & Co.	2 750	453 848	422 357
		2 321 011	2 735 278	Radnet	3 761	214 966	352 957
				Zymeworks	6 371	88 454	108 137
						2 895 344	3 580 825
Total des actions canadiennes - acheteur				72 019 147	82 798 996		
Actions américaines (46,0 %)				Services financiers (9,5 %)			
Énergie (1,3 %)				Apollo Global Management	3 831	510 491	647 188
Chesapeake Energy	2 200	265 627	244 726	Ares Management, catégorie A	1 525	305 203	321 418
Chord Energy	400	92 530	70 452	Bank of America	9 700	523 391	520 553
Patterson-UTL Energy	5 800	72 279	60 008	Fidelity National Information Services	2 300	219 160	260 516
Select Water Solutions, catégorie A	9 600	146 892	144 507	Goldman Sachs Group	735	386 194	492 164
Targa Resources	2 050	244 240	410 361	Hartford Financial Services Group	1 600	244 123	254 499
Tidewater	900	92 621	87 383	Healthpeak Properties	4 400	114 492	136 094
Weatherford International	1 200	152 617	137 820	Huntington Bancshares	5 300	107 893	105 369
		1 066 806	1 155 257	Intercontinental Exchange Group	3 557	619 446	772 785
Produits industriels (5,3 %)				JPMorgan Chase & Co.	1 050	252 473	299 436
Builders FirstSource	2 440	545 644	639 734	KKR	3 880	516 294	685 219
Clean Harbors	875	265 690	286 038	M&T Bank	675	159 241	162 606
Copart	5 268	350 243	373 335	MarketAxess Holdings	800	280 546	277 198
Fastenal Company	4 339	408 721	419 113	Mastercard, catégorie A	560	341 663	373 990
Generac Holdings	1 750	311 998	376 035	Nasdaq	3 300	298 551	325 850
Loar Holdings	500	24 988	50 440	OneMain Holdings	2 300	136 519	146 418
Old Dominion Freight Line	1 025	267 083	275 367	PayPal Holdings	3 600	341 369	379 914
Quanta Services	1 070	282 848	431 459	PennyMac Financial Services	2 330	303 417	359 143
RXO	8 900	324 651	337 031	Pinnacle Financial Partners	1 400	189 581	185 499
Uber Technologies	900	78 836	91 485	Progressive	2 300	576 515	789 355
Union Pacific	1 340	439 349	446 692	Reinsurance Group of America	2 582	588 381	760 808
United Rentals	597	478 867	653 786	Robinhood Markets, catégorie A	14 700	403 787	465 613
Universal Forest Products	2 375	383 489	421 456			7 418 730	8 721 635
		4 162 407	4 801 971	Technologies de l'information (12,3 %)			
Consommation discrétionnaire (5,2 %)				Adobe Systems	600	428 752	420 163
Amazon.com	4 525	1 065 462	1 140 309	AppFolio	725	191 779	230 816
Chewy, catégorie A	7 000	235 642	277 293	Apple	4 420	1 105 256	1 392 236
D.R. Horton	2 250	442 943	580 515	Atlassian, catégorie A	1 175	290 866	252 370
Domino's Pizza	440	256 434	255 967	Broadcom	2 700	466 538	629 904
DoorDash, catégorie A	3 125	479 623	603 235	Cloudflare, catégorie A	2 000	210 248	218 799
General Motors	4 500	253 175	272 897	Corning	2 000	105 987	122 126
Hasbro	1 800	156 554	176 057	CrowdStrike Holdings, catégorie A	675	304 313	255 942
Home Depot	800	379 319	438 410	Gartner	560	355 733	383 806
Ollie's Bargain Outlet Holdings	1 200	145 592	157 750	Guidewire Software	600	120 019	148 450
Stride	1 800	158 882	207 680	Lam Research	135	164 028	149 000
TJX Companies	2 309	304 615	367 055	Micron Technology	1 900	234 344	266 499
Wayfair, catégorie A	1 200	88 843	91 177	Microsoft	2 350	1 303 034	1 367 604
Wynn Resorts	1 500	185 664	194 509	Motorola Solutions	547	242 932	332 632
		4 152 748	4 762 854	nCino	4 800	199 542	205 075
Consommation courante (2,2 %)				NVIDIA	10 025	953 953	1 646 454
BellRing Brands	2 602	195 467	213 678	Onto Innovation	1 050	244 181	294 750
Coca-Cola Consolidated	1 400	134 527	136 062	Oracle	2 250	413 727	518 529
Estée Lauder Companies, catégorie A	900	121 491	121 343	Palo Alto Networks	1 000	438 320	462 267
Freshpet	1 175	205 718	217 345	Q2 Holdings	1 500	105 050	161 827
Inter Parfums	800	147 542	140 092	Roper Technologies	432	321 899	325 105
Mondelez International	2 350	235 395	234 142	ServiceNow	360	372 496	435 462
				Synopsys	640	475 367	438 315
				Tyler Technologies	448	268 181	353 675
				UL Solutions, catégorie A	1 700	113 060	113 349
				Veralto	500	54 945	75 643
						9 484 550	11 200 798

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

	NOMBRE D' ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Actions américaines (suite)			
Communications (3,3 %)			
Alphabet, catégorie A	1 600	308 513	358 886
Match Group	1 500	70 022	76 765
Meta Platforms, catégorie A	1 510	950 455	1 169 037
New York Times, catégorie A	1 900	142 092	143 053
Pinterest, catégorie A	3 000	117 742	131 336
Take-Two Interactive Software	733	159 024	152 380
Trade Desk, catégorie A	2 950	327 297	437 474
Verizon Communications	6 361	351 883	386 358
Zillow Group, catégorie C	2 000	122 250	172 708
		2 549 278	3 027 997
Services publics (1,4 %)			
Evergy	3 300	267 585	276 756
NiSource	5 348	190 944	250 620
PPL	10 143	379 042	453 788
Sempra Energy	2 400	260 147	271 453
		1 097 718	1 252 617
Titres indiciels (1,0 %)			
Invesco S&P 500 Low Volatility ETF	5 204	441 367	504 846
iShares Russell 2000 Value ETF	1 700	351 860	383 547
		793 227	888 393
Immobilier (0,6 %)			
Host Hotels & Resorts	8 400	204 643	199 946
Ventas	4 514	284 799	391 511
		489 442	591 457
Total actions américaines - acheteur			
		35 905 373	42 030 707
Actions étrangères (3,9 %)			
Australie (0,1 %)			
Westgold Resources	50 575	130 069	121 886
Irlande (1,3 %)			
Aon	955	431 535	446 877
Eaton	585	192 180	262 230
ICON	1 140	445 073	442 973
		1 068 788	1 152 080
Israël (0,9 %)			
CyberArk	850	279 450	335 230
Monday.com	650	202 313	244 186
Teva Pharmaceutical Industries, CAAE	10 000	229 265	243 711
		711 028	823 127
Luxembourg (0,6 %)			
Spotify Technology	1 040	321 996	518 355
Pays-Bas (0,3 %)			
ASML Holding	230	297 025	259 194
Netherlands Antilles (0,1 %)			
Schlumberger	2 500	157 576	141 838
Taiwan (0,4 %)			
Taiwan Semiconductor Manufacturing Company, CAAE	1 500	348 371	352 320
Royaume-Uni (0,2 %)			
ReNew Energy Global, catégorie A	19 585	175 747	166 608
Total des actions étrangères - acheteur			
		3 210 600	3 535 408
Total des positions acheteur			
		111 135 120	128 365 111

	NOMBRE D' ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
POSITIONS VENDEUR			
Actions (-60,5 %)			
Actions canadiennes (-17,5 %)			
Énergie (-2,2 %)			
Baytex Energy	(58 239)	(246 770)	(235 286)
Cenovus Energy	(6 200)	(139 189)	(140 244)
Ensign Resource Service Group	(35 783)	(77 974)	(94 825)
Obsidian Energy	(6 500)	(66 881)	(48 815)
Paramount Resources	(11 346)	(306 219)	(298 967)
Parex Resources	(10 939)	(245 334)	(131 268)
PrairieSky Royalty	(4 312)	(97 795)	(118 537)
Spartan Delta	(32 100)	(129 645)	(118 449)
Topaz Energy	(14 965)	(309 973)	(386 845)
Trican Well Service	(9 000)	(37 622)	(42 930)
Veren	(19 100)	(165 048)	(159 103)
Vermilion Energy	(10 400)	(153 056)	(137 280)
Whitecap Resources	(12 789)	(115 991)	(129 169)
		(2 091 497)	(2 041 718)
Matériaux (-0,8 %)			
B2Gold	(21 400)	(80 525)	(89 452)
Ero Copper	(3 310)	(78 937)	(99 664)
First Majestic Silver	(16 428)	(122 207)	(133 395)
Interfor	(7 000)	(124 897)	(142 100)
Lundin Mining	(6 358)	(79 392)	(90 093)
New Found Gold	(15 714)	(64 322)	(54 213)
Sandstorm Gold	(12 422)	(78 818)	(100 867)
		(629 098)	(709 784)
Produits industriels (-0,3 %)			
Groupe Aecon	(4 669)	(64 823)	(97 675)
Ballard Power Systems	(3 976)	(18 470)	(9 662)
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	(850)	(134 238)	(134 614)
		(217 531)	(241 951)
Consommation discrétionnaire (-0,4 %)			
BRP	(800)	(73 071)	(64 392)
Société Canadian Tire, catégorie A	(1 505)	(218 041)	(243 945)
Magna International, catégorie A	(1 700)	(94 619)	(94 316)
		(385 731)	(402 653)
Consommation courante (-0,9 %)			
Empire Company, catégorie A	(2 646)	(92 038)	(109 359)
Compagnies Loblaw	(3 800)	(665 421)	(684 304)
		(757 459)	(793 663)
Services financiers (-3,2 %)			
Definity Financial	(2 500)	(120 058)	(136 275)
EQB	(800)	(76 104)	(83 400)
Fiera Capital	(900)	(6 932)	(7 434)
Galaxy Digital Holdings	(10 200)	(126 976)	(177 072)
Great-West Lifeco	(12 146)	(513 357)	(560 174)
iA Groupe financier	(1 300)	(135 495)	(145 730)
Financière IGM	(7 146)	(257 490)	(289 985)
Banque Nationale du Canada	(3 100)	(334 162)	(395 994)
Propel Holdings	(1 000)	(21 175)	(28 430)
Banque Scotia	(4 500)	(327 465)	(331 605)
StorageVault Canada	(22 416)	(117 675)	(115 891)
Financière Sun Life	(3 800)	(258 689)	(298 110)
Groupe TMX	(7 500)	(277 779)	(317 925)
		(2 573 357)	(2 888 025)
Technologies de l'information (-0,6 %)			
CGI, catégorie A	(700)	(108 983)	(108 934)
Dye & Durham	(6 200)	(79 812)	(98 518)
Enghouse Systems	(5 291)	(192 896)	(178 042)
Open Text	(4 000)	(209 614)	(180 080)
		(591 305)	(565 574)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

	NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Actions canadiennes (suite)				Verisk Analytics, catégorie A	(400)	(130 098)	(144 961)
Communications (-0,3 %)				Werner Enterprises	(5 747)	(301 100)	(299 942)
Cogeco Communications	(2 999)	(183 171)	(214 428)			(4 048 653)	(4 123 110)
Québecor, catégorie B	(2 200)	(67 100)	(77 682)	Consommation discrétionnaire (-2,7 %)			
		(250 271)	(292 110)	1-800-flowers.com	(4 415)	(59 169)	(47 351)
Services publics (-1,1 %)				Abercrombie & Fitch, catégorie A	(600)	(123 465)	(113 525)
Brookfield Infrastructure Partners, catégorie A	(5 013)	(238 570)	(294 413)	Airbnb, catégorie A	(1 070)	(218 578)	(183 509)
Brookfield Renewable, catégorie A	(4 700)	(192 034)	(207 552)	Booking Holdings	(37)	(183 231)	(210 777)
Emera	(1 800)	(91 093)	(95 922)	CarMax	(400)	(43 666)	(41 861)
Fortis	(6 776)	(367 126)	(416 385)	Chegg	(3 432)	(38 593)	(8 216)
		(888 823)	(1 014 272)	Deckers Outdoor	(900)	(190 241)	(194 083)
Titres indiciels (-7,6 %)				Duolingo	(380)	(91 495)	(144 939)
iShares Core S&P/TSX Capped Composite Index ETF	(157 768)	(5 526 908)	(6 025 160)	Etsy	(1 180)	(99 182)	(88 620)
iShares S&P/TSX Capped Energy Index ETF	(55 800)	(1 035 742)	(942 462)	GameStop, catégorie A	(1 300)	(56 152)	(40 315)
		(6 562 650)	(6 967 622)	LGI Homes	(800)	(120 088)	(128 234)
Immobilier (-0,1 %)				McDonald's	(475)	(169 156)	(195 621)
SmartCentres Real Estate Investment Trust	(3 131)	(74 564)	(83 316)	Murphy USA	(125)	(86 621)	(83 323)
Total actions canadiennes - vendeur		(15 022 286)	(16 000 688)	Polaris	(1 872)	(222 824)	(210 746)
				Starbucks	(950)	(102 759)	(125 258)
Actions américaines (-40,6 %)				Tempur-Pedic International	(800)	(58 569)	(59 075)
Énergie (-0,4 %)				Tractor Supply Company	(450)	(137 197)	(177 061)
ConocoPhillips	(1 100)	(173 711)	(156 625)	Udemy	(7 500)	(87 779)	(75 467)
Halliburton Company	(3 700)	(175 866)	(145 368)	Ulta Salon Cosmetics & Fragrance	(100)	(69 466)	(52 627)
ProFrac Holding	(800)	(9 944)	(7 347)	Yeti Holdings	(1 750)	(94 574)	(97 109)
Propetro Holding	(3 796)	(41 789)	(39 326)	Yum! Brands	(870)	(152 896)	(164 387)
		(401 310)	(348 666)			(2 405 701)	(2 442 104)
Matériaux (-1,0 %)				Consommation courante (-1,0 %)			
Avery Dennison	(825)	(238 883)	(246 318)	Colgate-Palmolive	(650)	(91 370)	(91 259)
Cleveland-Cliffs	(8 700)	(205 089)	(150 256)	Dollar Tree	(325)	(55 924)	(30 909)
Rio Tinto	(4 747)	(434 001)	(456 917)	General Mills	(1 800)	(182 896)	(179 781)
Steel Dynamics	(525)	(86 267)	(89 521)	Hershey Company	(920)	(242 396)	(238 623)
		(964 240)	(943 012)	Maplebear	(4 100)	(198 654)	(225 905)
Produits industriels (-4,5 %)				PepsiCo	(525)	(119 418)	(120 727)
AGCO	(1 449)	(216 919)	(191 776)			(890 658)	(887 204)
American Airlines Group	(3 663)	(68 212)	(55 683)	Soins de santé (-1,5 %)			
Barnes Group	(1 300)	(63 550)	(71 048)	Amgen	(180)	(84 363)	(78 439)
Beacon Roofing Supply	(1 860)	(214 395)	(217 420)	Biogen	(350)	(93 081)	(91 756)
Bloom Energy	(2 037)	(37 116)	(29 092)	CVS Health	(1 700)	(143 607)	(144 571)
C.H. Robinson Worldwide	(1 787)	(218 403)	(266 745)	Edwards Lifesciences	(800)	(75 493)	(71 399)
Caterpillar	(400)	(189 365)	(211 588)	Gilead Sciences	(2 102)	(226 797)	(238 345)
CoStar Group	(1 700)	(179 210)	(173 449)	Henry Schein	(1 400)	(133 786)	(138 031)
Enerpac Tool Group	(2 849)	(122 885)	(161 408)	IQVIA Holdings	(500)	(154 580)	(160 245)
Fluence Energy	(2 900)	(67 964)	(89 071)	Madrigal Pharmaceuticals	(520)	(159 861)	(149 249)
GATX	(568)	(96 775)	(101 747)	Pfizer	(1 165)	(43 684)	(45 598)
HNI	(1 892)	(104 703)	(137 768)	Solventum	(1 674)	(137 290)	(157 846)
Illinois Tool Works	(780)	(272 447)	(276 461)	Zimmer Biomet Holdings	(700)	(101 155)	(102 198)
J.B. Hunt Transport Services	(700)	(184 715)	(163 147)			(1 353 697)	(1 377 677)
Kennametal	(4 200)	(138 701)	(147 290)	Services financiers (-6,5 %)			
Lyft, classe A	(3 300)	(65 047)	(56 904)	Alliance Data Systems	(2 200)	(139 528)	(141 569)
ManpowerGroup	(1 600)	(164 519)	(159 091)	Allstate	(820)	(183 103)	(210 324)
MSC Industrial Direct Co., catégorie A	(1 438)	(183 885)	(167 371)	American Express	(750)	(254 790)	(275 088)
Paycom Software	(500)	(117 730)	(112 639)	Ameriprise Financial	(450)	(258 059)	(285 928)
Plug Power	(2 200)	(13 700)	(6 724)	Bancorp	(1 600)	(106 374)	(115 770)
Robert Half	(1 651)	(171 482)	(150 519)	Bank OZK	(3 740)	(231 051)	(217 450)
Stanley Black & Decker	(550)	(66 836)	(81 920)	Blue Owl Capital	(7 342)	(172 049)	(192 239)
Sunrun	(3 945)	(83 632)	(96 358)	Cadence Bank	(1 400)	(60 904)	(60 306)
Terex Corporation	(2 319)	(186 206)	(165 943)	Carlyle Group	(5 200)	(301 386)	(302 830)
Toro Company	(1 250)	(144 993)	(146 622)	Cincinnati Financial	(1 000)	(167 016)	(184 095)
United Parcel Service, catégorie B	(775)	(135 384)	(142 905)	CME Group	(950)	(266 249)	(283 497)
Upwork	(6 900)	(108 681)	(97 518)	East West Bancorp	(900)	(100 571)	(100 712)
				FactSet Research Systems	(343)	(210 870)	(213 320)
				Federated Hermes	(4 000)	(192 850)	(198 918)
				Jack Henry & Associates	(650)	(146 145)	(155 195)
				Jackson Financial	(900)	(86 176)	(111 046)
				Marsh & McLennan Companies	(450)	(136 847)	(135 773)
				Moody's	(470)	(289 716)	(301 674)
				Morgan Stanley	(1 825)	(230 007)	(257 287)
				Principal Financial Group	(2 300)	(259 412)	(267 204)
				Raymond James Financial	(650)	(99 923)	(107 654)
				Selective Insurance Group	(700)	(87 637)	(88 329)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

	NOMBRE D' ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$		NOMBRE D' ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Actions américaines (suite)				Titres indiciels (-16,8 %)			
Skyward Specialty Insurance Group	(2 000)	(102 597)	(110 171)	Consumer Staples Select Sector SPDR Fund	(3 300)	(364 636)	(370 436)
T. Rowe Price Group	(950)	(141 219)	(139 956)	Industrial Select Sector SPDR Fund	(4 700)	(813 486)	(860 926)
Terreno Realty	(1 850)	(152 583)	(167 211)	Invesco QQQ Trust séries 1 ETF	(1 675)	(1 089 180)	(1 105 651)
Travelers Companies	(590)	(166 645)	(186 815)	Invesco S&P 500 Top 50 ETF	(17 200)	(1 077 765)	(1 105 650)
U.S. Bancorp	(2 000)	(117 434)	(123 695)	iShares 20+ Year Treasury Bond ETF	(4 400)	(575 561)	(583 772)
Unum Group	(1 400)	(107 860)	(112 545)	iShares Core S&P 500 ETF	(10 000)	(7 607 984)	(7 801 202)
Voya Financial	(1 800)	(186 978)	(192 854)	iShares iBoxx High Yield Corporate Bond ETF	(3 216)	(335 250)	(349 263)
W. R. Berkley	(3 100)	(222 745)	(237 846)	iShares JPMorgan USD Emerging Markets Bond	(2 354)	(276 505)	(297 928)
Webster Financial	(2 100)	(130 500)	(132 379)	iShares MSCI Emerging Markets ETF	(3 660)	(196 386)	(227 005)
Wells Fargo & Company	(2 600)	(195 709)	(198 640)	iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	(4 600)	(1 189 640)	(1 261 425)
Zions Bancorporation	(1 400)	(88 397)	(89 408)	iShares Russell 2000 Growth ETF	(2 100)	(761 794)	(806 601)
		(5 593 330)	(5 897 728)	SPDR S&P Metals & Mining ETF	(2 800)	(225 543)	(241 299)
Technologies de l'information (-3,1 %)				Utilities Select Sector SPDR Fund	(1 900)	(202 127)	(207 577)
Applied Materials	(275)	(72 169)	(75 147)	VanEck Semiconductor ETF	(400)	(134 490)	(132 784)
Arista Networks	(175)	(80 435)	(90 842)			(14 850 347)	(15 351 519)
Arrow Electronics	(900)	(152 634)	(161 681)	Immobilier (-1,1 %)			
Braze, catégorie A	(1 500)	(65 340)	(65 729)	Alexandria Real Estate Equities	(999)	(165 035)	(160 443)
Cadence Design Systems	(350)	(133 722)	(128 294)	CubeSmart	(700)	(42 941)	(50 962)
DigitalOcean Holdings	(1 400)	(76 711)	(76 476)	Iron Mountain REIT	(775)	(108 966)	(124 552)
DoubleVerify Holdings	(2 400)	(54 569)	(54 661)	Lineage	(650)	(72 949)	(68 903)
Enphase Energy	(475)	(70 736)	(72 606)	Macerich	(5 722)	(128 124)	(141 154)
Extreme Networks	(2 897)	(66 356)	(58 888)	Mid-America Apartment Communities	(700)	(128 756)	(150 433)
First Solar	(135)	(54 926)	(45 543)	Realty Income	(1 505)	(112 683)	(129 087)
Five9	(700)	(26 685)	(27 199)	Weyerhaeuser Company	(4 800)	(227 103)	(219 811)
Fortinet	(500)	(41 754)	(52 441)			(986 557)	(1 045 345)
Globalfoundries	(2 430)	(191 427)	(132 280)	Total actions américaines - vendeur			
GoDaddy, catégorie A	(250)	(36 631)	(53 009)			(36 178 769)	(37 071 050)
Intel	(700)	(40 585)	(22 210)	Actions étrangères (-2,4 %)			
KLA	(155)	(135 047)	(162 339)	Australie (-0,5 %)			
LiveRamp Holdings	(1 500)	(61 688)	(50 271)	BHP Billiton, CAAE	(5 970)	(486 482)	(501 484)
Marvell Technology	(1 200)	(113 455)	(117 046)	Bermudes (-0,8 %)			
ON Semiconductor	(1 032)	(100 576)	(101 344)	Everest Group	(500)	(255 640)	(264 965)
Palo Alto Networks	(1 000)	(430 834)	(462 267)	Nabors Industries	(483)	(57 834)	(42 114)
Procore Technologies	(966)	(93 607)	(80 635)	RenaissanceRe Holdings	(1 025)	(311 740)	(377 618)
Qualcomm	(300)	(66 753)	(68 995)			(625 214)	(684 697)
Qualys	(710)	(182 435)	(123 352)	Irlande (-0,1 %)			
Salesforce	(425)	(151 764)	(157 326)	Accenture, catégorie A	(200)	(91 678)	(95 613)
Snowflake, catégorie A	(400)	(61 132)	(62 137)	Israël (-0,3 %)			
SolarEdge Technologies	(900)	(79 874)	(27 886)	Check Point Software Technologies	(1 225)	(289 886)	(319 438)
Super Micro Computer	(100)	(72 635)	(56 316)	Afrique du Sud (-0,5 %)			
UiPath, catégorie A	(1 100)	(34 073)	(19 042)	Gold Fields	(20 144)	(404 633)	(418 192)
Varonis Systems	(1 500)	(103 786)	(114 620)	Suisse (-0,1 %)			
Zscaler	(450)	(102 566)	(104 035)	Logitech International	(550)	(69 102)	(66 745)
		(2 954 905)	(2 824 617)				
Communications (-0,9 %)							
Charter Communications, catégorie A	(400)	(156 563)	(175 321)				
Electronic Arts	(400)	(72 242)	(77 598)				
FuboTV	(4 975)	(18 500)	(9 554)				
IAC	(816)	(55 618)	(59 396)				
Lumen Technologies	(6 500)	(46 241)	(62 416)				
Pubmatic	(2 999)	(73 932)	(60 313)				
SNAP	(3 100)	(59 760)	(44 861)				
Sphere Entertainment	(966)	(46 237)	(57 720)				
TripAdvisor	(2 697)	(75 709)	(52 853)				
Warner Bros. Discovery	(9 600)	(101 350)	(107 114)				
Warner Music Group, catégorie A	(2 038)	(96 513)	(86 272)				
Yelp	(1 500)	(84 317)	(71 166)				
		(886 982)	(864 584)				
Services publics (-1,1 %)							
American Electric Power Company	(700)	(83 732)	(97 133)				
American Water Works Company	(900)	(169 105)	(178 004)				
Dominion Resources	(2 565)	(156 513)	(200 475)				
FirstEnergy	(1 800)	(93 266)	(107 966)				
Ormat Technologies	(1 893)	(168 228)	(196 981)				
Spire	(2 032)	(171 545)	(184 925)				
		(842 389)	(965 484)				

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

	NOMBRE D'ACTIONS	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Actions étrangères (suite)			
Royaume-Uni (-0,1 %)			
Royalty Pharma, catégorie A	(1 500)	(58 088)	(57 391)
Total actions étrangères - vendeur		(2 025 083)	(2 143 560)
Total positions vendeur		(53 226 138)	(55 215 298)
Total des placements (80,1 %)		57 908 982	73 149 813
Options à la juste valeur - position acheteur (TABLEAU 1) (0,9 %)			
			799 353
Options à la juste valeur - position vendeur (TABLEAU 2) (-0,7 %)			
			(627 812)
Autres éléments d’actif net (19,7 %)			17 990 784
Actif net (100,0 %)			91 312 138

*Toutes les positions longues et les dépôts de marge ont été donnés en garantie au courtier de premier ordre du Fonds.

TABEAU 1

Options à la juste valeur–position acheteur	NOMBRE D'OPTIONS	NOMBRE DE CONTRATS PAR OPTION	ÉCHÉANCE	Prix d'exercice \$	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Options sur actions						
Options d'achat						
Atlassian	42	100	décembre 2024	175,00 USD	51 207	45 442
Atlassian	17	100	décembre 2024	200,00 USD	8 467	6 093
Builders FirstSource	19	100	novembre 2024	195,00 USD	37 056	31 607
Builders FirstSource	3	100	novembre 2024	230,00 USD	2 549	955
CBOE Volatility Index	104	100	octobre 2024	19,00 USD	22 705	16 175
Celestica	46	100	novembre 2024	68,00 CAD	10 902	29 900
Charles Schwab	94	100	octobre 2024	70,00 USD	15 917	7 882
DexCom	35	100	janvier 2025	85,00 USD	14 629	12 544
Elanco Animal Health	94	100	octobre 2024	18,00 USD	6 977	-
ICON	18	100	novembre 2024	310,00 USD	14 616	9 251
ICON	6	100	novembre 2024	350,00 USD	816	284
Invesco QQQ Trust séries 1	48	100	octobre 2024	476,00 USD	33 196	117 306
iShares Russell 2000 ETF	98	100	octobre 2024	227,00 USD	27 719	7 422
iShares Russell 2000 ETF	172	100	octobre 2024	228,00 USD	28 133	22 797
iShares Russell 2000 ETF	52	100	octobre 2024	235,00 USD	2 249	1 266
Kinaxis	114	100	novembre 2024	160,00 CAD	44 289	118 560
NVIDIA	83	100	octobre 2024	117,00 USD	39 989	81 945
Parkland	138	100	novembre 2024	38,00 CAD	8 832	3 864
Spin Master	138	100	novembre 2024	34,00 CAD	8 142	4 278
Trisura Group	74	100	novembre 2024	43,00 CAD	7 622	15 910
Trisura Group	22	100	novembre 2024	49,00 CAD	660	220
						533 701

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

TABLEAU 1 (suite)

Options à la juste valeur–position acheteur	NOMBRE D'OPTIONS	NOMBRE DE CONTRATS PAR OPTION	ÉCHÉANCE	Prix d'exercice \$	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Options de vente						
CBO	14	100	octobre 2024	5 360,00 USD	6 364	1 610
CBO	7	100	octobre 2024	5 370,00 USD	15 007	426
CBO	28	100	octobre 2024	5 410,00 USD	61 378	3 976
CBO	23	100	octobre 2024	5 530,00 USD	53 568	4 511
CBO	42	100	octobre 2024	5 580,00 USD	32 815	24 993
Duolingo	3	100	novembre 2024	190,00 USD	587	548
Duolingo	12	100	novembre 2024	240,00 USD	13 843	13 146
Invesco QQQ Trust séries 1	69	100	octobre 2024	445,00 USD	16 777	10 638
Invesco QQQ Trust séries 1	137	100	octobre 2024	450,00 USD	87 932	25 940
Invesco QQQ Trust séries 1	190	100	octobre 2024	471,00 USD	87 837	94 563
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	38	100	octobre 2024	182,00 USD	6 469	-
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	162	100	octobre 2024	194,00 USD	22 993	17 528
iShares S&P/TSX 60 Index ETF	230	100	novembre 2024	29,00 CAD	1 380	-
iShares S&P/TSX 60 Index ETF	924	100	novembre 2024	31,00 CAD	13 860	1
Starbucks	17	100	novembre 2024	65,00 USD	699	-
Starbucks	58	100	novembre 2024	80,00 USD	11 529	2 902
Sunrun	40	100	novembre 2024	13,00 USD	2 498	2 813
Sunrun	115	100	novembre 2024	17,00 USD	22 396	28 462
Tesla	32	100	octobre 2024	225,00 USD	33 572	25 967
Varonis Systems	94	100	décembre 2024	45,00 USD	17 255	7 628
						265 652
Options à la juste valeur–position acheteur						799 353

TABLEAU 2

Options à la juste valeur–position vendeur	NOMBRE D'OPTIONS	NOMBRE DE CONTRATS PAR OPTION	ÉCHÉANCE	Prix d'exercice \$	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Options sur actions						
Options d'achat position vendeur						
Atlassian	(34)	100	décembre 2024	185,00 USD	(28 891)	(25 291)
Atlassian	(30)	100	décembre 2024	195,00 USD	(17 693)	(14 607)
Builders FirstSource	(14)	100	novembre 2024	210,00 USD	(19 042)	(12 686)
Builders FirstSource	(14)	100	novembre 2024	220,00 USD	(14 872)	(8 142)
CBOE Volatility Index	(92)	100	octobre 2024	24,00 USD	(13 097)	(7 466)
Celestica	(18)	100	octobre 2024	70,00 CAD	(1 170)	(5 850)
Celestica	(37)	100	novembre 2024	76,00 CAD	(4 070)	(13 690)
Charles Schwab	(70)	100	octobre 2024	75,00 USD	(4 408)	(1 609)
DexCom	(24)	100	janvier 2025	100,00 USD	(3 685)	(3 408)
Duolingo	(1)	100	novembre 2024	370,00 USD	(755)	(595)
Elanco Animal Health	(84)	100	octobre 2024	20,00 USD	(2 683)	(2 840)
ICON	(13)	100	novembre 2024	320,00 USD	(7 073)	(9 318)
ICON	(13)	100	novembre 2024	340,00 USD	(3 536)	(5 978)
Invesco QQQ Trust séries 1	(41)	100	octobre 2024	484,00 USD	(16 912)	(69 036)
Invesco QQQ Trust séries 1	(23)	100	octobre 2024	485,00 USD	(14 233)	(31 355)
iShares Russell 2000 ETF	(121)	100	octobre 2024	230,00 USD	(13 576)	(10 637)
iShares Russell 2000 ETF	(121)	100	octobre 2024	233,00 USD	(7 687)	(5 400)
iShares Russell 2000 ETF	(117)	100	octobre 2024	234,00 USD	(8 919)	(791)
Kinaxis	(79)	100	novembre 2024	170,00 CAD	(22 120)	(86 505)
NVIDIA	(58)	100	octobre 2024	122,00 USD	(19 047)	(37 260)
NVIDIA	(58)	100	octobre 2024	128,00 USD	(12 228)	(18 669)
Parkland	(97)	100	novembre 2024	40,00 CAD	(2 425)	(1 455)
Spin Master	(110)	100	novembre 2024	36,00 CAD	(1 650)	(3 190)
Trisura Group	(52)	100	novembre 2024	45,00 CAD	(2 860)	(8 840)
Trisura Group	(52)	100	novembre 2024	47,00 CAD	(1 820)	(5 200)
						(389 818)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS AU 30 SEPTEMBRE 2024 (suite)

TABLEAU 2 (suite)

Options à la juste valeur–position vendeur	NOMBRE D'OPTIONS	NOMBRE DE CONTRATS PAR OPTION	ÉCHÉANCE	Prix d'exercice \$	COÛT \$	JUSTE VALEUR \$
Written Put						
Atlassian	(6)	100	octobre 2024	140,00 USD	(2 800)	(487)
CBO	(9)	100	octobre 2024	5 250,00 USD	(47 571)	(913)
CBO	(6)	100	octobre 2024	5 290,00 USD	(37 207)	(649)
CBO	(18)	100	octobre 2024	5 360,00 USD	(30 499)	(2 313)
CBO	(16)	100	octobre 2024	5 400,00 USD	(39 800)	(1 298)
CBO	(28)	100	octobre 2024	5 410,00 USD	(16 566)	(4 544)
CBO	(7)	100	octobre 2024	5 450,00 USD	(22 928)	(757)
CBO	(4)	100	octobre 2024	5 485,00 USD	(3 934)	(947)
CBO	(16)	100	octobre 2024	5 510,00 USD	(32 208)	(2 705)
CBO	(29)	100	octobre 2024	5 550,00 USD	(16 190)	(12 551)
Celestica	(5)	100	octobre 2024	46,00 CAD	(400)	(30)
Duolingo	(8)	100	novembre 2024	210,00 USD	(3 431)	(3 679)
Duolingo	(8)	100	novembre 2024	220,00 USD	(4 941)	(5 085)
Invesco QQQ Trust séries 1	(48)	100	octobre 2024	410,00 USD	(20 043)	(2 532)
Invesco QQQ Trust séries 1	(19)	100	octobre 2024	415,00 USD	(9 460)	(1 156)
Invesco QQQ Trust séries 1	(17)	100	octobre 2024	430,00 USD	(4 330)	(966)
Invesco QQQ Trust séries 1	(89)	100	octobre 2024	445,00 USD	(47 563)	(14 083)
Invesco QQQ Trust séries 1	(137)	100	octobre 2024	450,00 USD	(40 158)	(26 311)
Invesco QQQ Trust séries 1	(52)	100	octobre 2024	460,00 USD	(23 039)	(15 402)
Invesco QQQ Trust séries 1	(114)	100	octobre 2024	467,00 USD	(43 732)	(47 487)
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	(89)	100	octobre 2024	184,00 USD	(15 757)	(5 417)
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	(31)	100	octobre 2024	188,00 USD	(8 655)	(2 516)
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	(99)	100	octobre 2024	192,00 USD	(10 037)	(12 050)
iShares S&P/TSX 60 Index ETF	(1 554)	100	novembre 2024	30,00 CAD	(11 540)	(6 924)
Kinaxis	(34)	100	novembre 2024	125,00 CAD	(16 150)	(21 080)
Parkland	(28)	100	octobre 2024	32,00 CAD	(560)	(392)
Spin Master	(28)	100	octobre 2024	28,00 CAD	(280)	(672)
Starbucks	(41)	100	novembre 2024	70,00 USD	(2 248)	(887)
Starbucks	(41)	100	novembre 2024	75,00 USD	(4 496)	(1 386)
Sunrun	(86)	100	novembre 2024	14,00 USD	(7 730)	(9 654)
Sunrun	(75)	100	novembre 2024	16,00 USD	(10 929)	(15 012)
Tesla	(28)	100	octobre 2024	200,00 USD	(11 822)	(7 952)
Banque Toronto-Dominion	(21)	100	novembre 2024	70,00 CAD	(945)	(1 029)
Trisura Group	(15)	100	octobre 2024	36,00 CAD	(675)	(405)
Varonis Systems	(28)	100	octobre 2024	45,00 USD	(1 409)	(1 136)
Varonis Systems	(66)	100	décembre 2024	40,00 USD	(6 910)	(7 587)
						(237 994)
Options à la juste valeur–position vendeur						(627 812)

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE

a) Constitution du Fonds (note 1)

Le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI (le « Fonds ») est une fiducie de fonds commun de placement non incorporée. La date de constitution de chaque série du Fonds est la date indiquée dans le prospectus simplifié comme étant la date de création de la série, tel que mentionné ci-dessous :

Série A	Série C	Série F
11 janvier 2024	11 janvier 2024	11 janvier 2024
Série I	Série O	
11 janvier 2024	11 janvier 2024	

b) Parts (note 4)

Parts émises et en circulation

	Nombre de parts au début de la période	Parts émises	Parts réinvesties	Parts rachetées	Nombre de parts à la fin de la période
Série A					
30 septembre 2024	-	62 715	-	-	62 715
Série C					
30 septembre 2024	-	100	-	-	100
Série F					
30 septembre 2024	-	74 653	-	15 415	59 238
Série I					
30 septembre 2024	-	8 160 258	-	361 170	7 799 088
Série O					
30 septembre 2024	-	100	-	-	100

c) Distributions

Toutes les distributions effectuées par le Fonds sont automatiquement réinvesties dans des parts additionnelles de la même série que celle d'où provenait la distribution, à moins qu'un avis contraire précisant un versement en espèces ne soit reçu par écrit au moins cinq jours à l'avance. Toutes les distributions réinvesties sont versées sans frais d'acquisition.

Le calendrier des distributions, qui peuvent consister en un revenu net de placement, des gains en capital nets réalisés et/ou un remboursement de capital, est le suivant :

Série A	Série C	Série F
Annuelle	Annuelle	Annuelle
Série I	Série O	
Annuelle	Annuelle	

De plus, le Fonds distribuera, avant la fin de chaque année, tout excédent de revenu net et de gains en capital nets réalisés à ses porteurs de parts.

d) Frais de gestion et autres frais (note 5)

Les ratios des frais de gestion annuels, pour 2024, se détaillent de la façon suivante :

	Série A	Série F
	%	%
30 septembre 2024	2,00	1,00

Les ratios des frais d'administration annuels, pour 2024, se détaillent de la façon suivante :

	Série A	Série C	Série F
	%	%	%
30 septembre 2024	0,25	0,08	0,25
	Série O		
	%		
30 septembre 2024	0,08		

Pour la période terminée le 30 septembre 2024, le Fonds a engagé des frais de performances de 2 799 658\$.

Les porteurs de parts de série C négocient directement avec le courtier et paient les frais de gestion directement au gestionnaire.

Les porteurs de parts de série I négocient et paient des frais de gestion et d'administration directement auprès du gestionnaire.

Les porteurs de parts de série O négocient et paient des frais de gestion directement auprès du gestionnaire.

e) Opérations entre parties liées (note 6)

Les charges à payer aux parties liées, présentées à l'état de la situation financière, sont les suivantes :

30 septembre 2024
\$
1 347

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE (suite)

f) Intérêt dans des entités structurées non consolidées

Le tableau suivant présente les intérêts du Fonds dans des entités structurées non consolidées :

Entités structurées non consolidées	30 septembre 2024	
	Juste valeur des fonds sous-jacents / FNB (en milliers de \$)	Juste valeur de l'investissement du Fonds dans les fonds sous-jacents / FNB (en milliers de \$)
Consumer Staples Select Sector SPDR Fund	112 671	(370)
Industrial Select Sector SPDR Fund	191 748	(861)
Invesco QQQ Trust séries 1 ETF	390 356 449	(1 106)
Invesco S&P 500 Low Volatility ETF	10 151 398	505
Invesco S&P 500 Top 50 ETF	9 045 087	(1 106)
iShares 20+ Year Treasury Bond ETF	81 043 137	(584)
iShares Core S&P 500 ETF	717 955 969	(7 801)
iShares Core S&P/TSX Capped Composite Index ETF	39 396	(6 025)
iShares iBoxx High Yield Corporate Bond ETF	21 647 844	(349)
iShares JPMorgan USD Emerging Markets Bond	126 568	(298)
iShares MSCI Emerging Markets ETF	25 681 370	(227)
iShares MSCI USA Momentum Factor ETF	13 616 882	(1 261)
iShares Russell 2000 Growth ETF	15 871 595	(807)
iShares Russell 2000 Value ETF	16 583 588	384
iShares S&P/TSX Capped Energy Index ETF	1 465 367	(942)
SPDR S&P Metals & Mining ETF	2 408 997	(241)
Sprott Physical Uranium Trust	28 249	150
Utilities Select Sector SPDR Fund	112 817	(208)
VanEck Semiconductor ETF	32 641 015	(133)

g) Informations sur les instruments financiers (note 7)

Stratégie lors de l'utilisation d'instruments financiers

Objectif de placement

L'objectif de placement du Fonds est de générer une plus-value à long terme du capital principalement grâce à un portefeuille composé de titres de capitaux propres à positions longues et courtes. Le Fonds peut également investir dans des titres à revenu fixe, des dérivés, des titres de fonds d'investissement et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le Fonds peut procéder à des ventes à découvert physiques et/ou à des emprunts aux fins de placement.

Le Fonds adopte une approche responsable en matière d'investissement, telle qu'elle est décrite dans le prospectus simplifié du Fonds.

En tant que « fonds commun de placement alternatif », le Fonds n'est pas assujéti à certaines restrictions en matière de placement énoncées dans le Règlement 81-102 qui restreignent la capacité d'un fonds commun de placement alternatif conventionnel (autre qu'un fonds commun de placement alternatif) d'appliquer un effet de levier à son actif au moyen d'emprunts, de ventes à découvert et/ou de dérivés visés. En moyenne, au fil du temps, le Fonds s'attend généralement à appliquer un effet de levier correspondant à 2,5 à 3 fois son actif net, ou comme le permettent les règlements en valeurs mobilières.

Instruments financiers évalués à la juste valeur

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

Le tableau suivant catégorise la juste valeur des actifs financiers du Fonds selon une hiérarchie à trois niveaux. La méthodologie utilisée pour établir la hiérarchie des titres n'est pas nécessairement une indication du risque associé au placement dans les titres. La détermination de la juste valeur est décrite dans la section « Informations significatives sur les méthodes comptables » de la note 2.

Hiérarchie de la juste valeur (en milliers de \$)

30 septembre 2024	Niveau			Total
	1	2	3	
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers à la JVRN				
Actions - acheteur	127 324	2	-	127 326
Titres indiciels non apparentés - acheteur	1 039	-	-	1 039
Options - acheteur	799	-	-	799
Total	129 162	2	-	129 164
Passifs financiers à la JVRN				
Actions - vendeur	32 896	-	-	32 896
Titres indiciels non apparentés - vendeur	22 319	-	-	22 319
Options - vendeur	628	-	-	628
Total	55 843	-	-	55 843

Transferts entre les niveaux

Au cours de la période close le 30 septembre 2024, il n'y a eu aucun transfert de titres entre les niveaux 1, 2 et 3.

Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE (suite)

Risques découlant des instruments financiers

Risque de change (en milliers de \$)

L'exposition du Fonds au risque de change est présentée dans le tableau ci-après. Les montants représentent les éléments monétaires et non monétaires (y compris le notionnel des contrats de change à terme). Il indique également l'effet potentiel sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables d'une appréciation ou dépréciation de 3 % du dollar canadien par rapport à chacune des devises présentées, toutes les autres variables restant constantes.

30 septembre 2024

	Éléments d'actif financiers \$	Éléments de passif financiers \$	Exposition nette \$	Effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables
USD	46 631	41 092	5 539	166

En pratique, le rendement réel des transactions peut différer de ces analyses de sensibilité et les différences pourraient s'avérer importantes.

Risque de taux d'intérêt

Au 30 septembre 2024, la plupart des éléments d'actif et de passif financiers du Fonds ne portent pas intérêt. Le Fonds est donc peu exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de concentration

Le tableau qui suit résume le risque de concentration en pourcentage de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds :

30 septembre 2024

Segment de marché	%
POSITIONS ACHETEUR	
Actions canadiennes	
Services financiers	21,9
Produits industriels	17,6
Énergie	15,3
Matériaux	11,8
Technologies de l'information	7,6
Services publics	6,2
Immobilier	3,0
Consommation courante	2,3
Communications	2,2
Consommation discrétionnaire	2,0
Soins de santé	0,6
Titres indiciels	0,2
Actions américaines	
Technologies de l'information	12,3
Services financiers	9,5
Produits industriels	5,3
Consommation discrétionnaire	5,2
Soins de santé	3,9
Communications	3,3
Consommation courante	2,2
Services publics	1,4
Énergie	1,3
Titres indiciels	1,0
Immobilier	0,6
Actions étrangères	3,9
POSITIONS VENDEUR	
Actions américaines	
Titres indiciels	(16,8)
Services financiers	(6,5)
Produits industriels	(4,5)
Technologies de l'information	(3,1)
Consommation discrétionnaire	(2,7)
Soins de santé	(1,5)
Immobilier	(1,1)
Services publics	(1,1)
Matériaux	(1,0)
Consommation courante	(1,0)
Communications	(0,9)
Énergie	(0,4)
Actions canadiennes	(17,5)
Actions étrangères	(2,4)
Options à la juste valeur	0,2
Autres éléments d'actif net	19,7
Total	100,0

Risque de prix (en milliers de \$)

Les meilleures estimations du gestionnaire de l'effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables découlant des changements probables à l'égard des indices de référence, toutes les autres variables étant demeures constantes, sont les suivantes :

Indices de référence	Variation des cours %	Effet sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables 30 septembre 2024 \$
75 % Indice composé S&P/TSX (rendement total)	3,00	2 055
25% Indice des bons du Trésor à 30 jours FTSE Canada	0,25	57

Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS – INFORMATION SPÉCIFIQUE (suite)

Lorsqu’il y a plus d’un indice de référence, l’effet de chaque indice doit être considéré individuellement, car chacun des indices peut varier indépendamment des autres.

En pratique, le rendement réel des transactions peut différer de ces analyses de sensibilité et les différences pourraient s’avérer importantes.

Risque de crédit

Au 30 septembre 2024, le Fonds n’a pas investi de montants importants dans des titres à revenu fixe, dans des titres de marché monétaire ni dans des instruments financiers dérivés. Le Fonds est donc peu exposé au risque de crédit.

Risque de liquidité

Pour obtenir des renseignements sur les échéances des passifs financiers et sur la gestion du risque de liquidité du Fonds, se reporter à la note 7 « Informations sur les instruments financiers ».

Effet de levier

Entre le début des opérations le 22 janvier 2024 et le 30 septembre 2024, l’exposition globale du Fonds a atteint un minimum de 0,00 % et un maximum de 92,19 % de la valeur liquidative du Fonds. Au 30 septembre 2024, l’exposition globale du Fonds s’élevait à 86,53 % de la valeur liquidative du Fonds. La principale source d’effet de levier était les positions courtes sur les titres de capitaux propres.

Au 30 septembre 2024, le Fonds d’actions à positions longues et courtes NEI avait donné en garantie au courtier de premier ordre des liquidités équivalant à 18 786 122 \$.

h) Capitaux de lancement

Le gestionnaire détient les placements liés aux capitaux de lancement suivants :

	Capitaux de lancement	Pourcentage de participation
	\$	%
30 septembre 2024	175 164	0,2

i) Autres rémunérations versées aux courtiers

Les commissions de courtage versées sur les opérations sur titres peuvent inclure des montants de « paiement indirect », comme la valeur de la recherche et d’autres services fournis par le courtier. Bien que le gestionnaire fasse tout son possible pour déterminer la partie des paiements indirects dans les commissions sur les transactions du Fonds, cette partie n’est pas toujours vérifiable. Les montants de paiements indirects s’établissent comme suit :

	30 septembre 2024
	\$
Paiements indirects	63 911

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023

Dans les notes afférentes aux états financiers, les termes « nous », « Placements NEI S.E.C. », « NEI » ou le « gestionnaire » font référence à Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., le gestionnaire des Fonds.

Dans les notes afférentes aux états financiers, « porteurs de parts » fait référence aux porteurs de parts rachetables.

1. CONSTITUTION DES FONDS

Placements NEI S.E.C. agit à titre de gestionnaire des Fonds NEI, collectivement appelés « les Fonds ». L'adresse de son siège social est le 151, rue Yonge, bureau 1200, Toronto (Ontario), M5C 2W7.

Les Fonds sont tous des fiducies de fonds commun de placement ou des fiducies d'investissement à participation unitaire assujetties aux lois de la province d'Ontario.

L'information financière présentée dans ces états financiers et les notes afférentes est aux 30 septembre 2024 et 2023, et porte sur les périodes de 12 mois closes à ces dates, à l'exception des Fonds créés au cours de l'une des périodes. Le cas échéant, les informations fournies concernent la période allant de la constitution aux 30 septembre 2024 et 2023, selon le cas.

Fonds	Date de création
Fonds d'obligations d'impact canadien NEI	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact conservateur	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact équilibré	29 juin 2023
Portefeuille NEI Impact croissance	29 juin 2023
Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI	11 janvier 2024
Fonds d'entreprises chefs de file mondiales NEI	27 juin 2024

Pour les Fonds créés en cours d'exercice, le terme « période » désigne la période du début des opérations au 30 septembre de l'exercice concerné. La date de constitution est indiquée à la note a) des Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique du Fonds.

Les principales activités des Fonds sont présentées à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

2. MODE DE PRÉSENTATION ET INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les méthodes utilisées pour la préparation des présents états financiers sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de Placements NEI S.E.C. le 10 décembre 2024.

INFORMATIONS SIGNIFICATIVES SUR LES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes d'évaluation et de présentation appliquées lors de la préparation de ces états financiers sont indiquées ci-dessous.

Instruments financiers

Les instruments financiers des Fonds comprennent, le cas échéant, la trésorerie et équivalents, les placements, les dérivés, les intérêts, les dividendes et autres montants à recevoir, les sommes à recevoir pour la vente de titres, les souscriptions à recevoir, la garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension, les sommes à payer pour l'achat de titres, les distributions à payer aux porteurs de parts, les charges à payer, les passifs, les rachats à payer et les engagements relatifs à des mises en pension. Les instruments financiers sont comptabilisés à la date à laquelle les Fonds deviennent partie aux dispositions contractuelles de l'instrument, à savoir la date de transaction de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux placements ont expiré ou que les Fonds ont transféré la quasi-totalité des avantages et des risques de la propriété.

Classement et évaluation

Les Fonds classent et évaluent les instruments financiers conformément à IFRS 9, *Instruments financiers*. Selon IFRS 9, les actifs financiers sont évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle commercial de gestion des actifs financiers.

Les portefeuilles d'actifs financiers sont gérés sur la base de la juste valeur et la performance est évaluée à la juste valeur. Les Fonds sont évalués à la juste valeur et cette information est utilisée pour évaluer la performance des actifs et pour prendre des décisions. Les flux de trésorerie contractuels des titres à revenu fixe correspondent uniquement à des remboursements de principal et d'intérêt, toutefois, ces titres ne sont ni détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels ni aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels et de la vente. La perception des flux de trésorerie contractuels est seulement accessoire à l'atteinte des objectifs du modèle économique des Fonds. Par conséquent, tous les placements sont évalués à la JVRN.

L'obligation des Fonds au titre de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est présentée au montant du rachat, qui se rapproche de la juste valeur. Les méthodes comptables utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des placements et des instruments financiers dérivés sont identiques aux méthodes utilisées pour évaluer la valeur liquidative aux fins des transactions avec les porteurs de parts rachetables, sauf lorsque le cours de clôture pour les actifs et passifs financiers ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur.

Le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI effectue des ventes à découvert dans le cadre desquelles un titre emprunté est vendu en prévision d'une baisse de la valeur marchande de ce titre, ou il peut utiliser les ventes à découvert pour diverses opérations d'arbitrage. Ces titres vendus à découvert sont détenus à des fins de transaction et sont par conséquent classés comme des passifs financiers à la JVRN.

Aux 30 septembre 2024 et 2023, il n'y a pas de différence entre la valeur liquidative par part aux fins des transactions et l'actif net par part attribuable aux porteurs de parts rachetables conformément aux IFRS.

Classement des parts émises par les Fonds

Les parts en circulation des Fonds sont considérées comme des « instruments remboursables au gré du porteur » conformément à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (« IAS 32 »). Les parts en circulation des Fonds sont classées comme des passifs financiers dans les états financiers puisqu'elles ne répondent pas à la définition d'instruments remboursables au gré du porteur à classer dans les capitaux propres.

Dépréciation d'actifs financiers

Le modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers, à l'exception des instruments financiers à la JVRN ou désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Comme les actifs financiers sont évalués au coût amorti, les Fonds considèrent autant l'analyse historique et les informations prévisionnelles dans la détermination des pertes de crédit attendues. En date des états financiers, tous les actifs financiers évalués au coût amorti devraient se régler à court terme. Les Fonds considèrent que le risque de défaut sur ces actifs financiers est faible, et que les contreparties ont une forte capacité à respecter leurs obligations contractuelles à court terme. Étant donné la faible exposition des Fonds au risque de crédit sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, aucune correction de valeur pour perte n'a été comptabilisée, car aucune dépréciation n'aura d'incidence importante sur les états financiers.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur des actifs et des passifs financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur le cours de clôture des marchés à la date d'évaluation. Les Fonds utilisent le cours de clôture pour les actifs et passifs financiers lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur. Lorsque le cours de clôture ne s'inscrit pas dans l'écart acheteur-vendeur, le gestionnaire détermine la valeur située dans l'écart acheteur-vendeur la plus représentative de la juste valeur compte tenu des faits et circonstances en cause.

La juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, y compris les instruments financiers dérivés hors cote, est déterminée au moyen de techniques d'évaluation. Les Fonds utilisent diverses méthodes et posent des hypothèses qui reposent sur les conditions qui prévalent sur le marché à chaque date d'évaluation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes comparables dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur d'un autre instrument identique en substance, la valeur actualisée des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options et d'autres techniques couramment utilisées par les intervenants du marché et fondées sur des données de marché observables. Se reporter à la note 7 « Informations sur les instruments financiers » pour de plus amples renseignements sur les évaluations de la juste valeur des Fonds.

Encaisse

L'encaisse (découvert bancaire) est évaluée au coût, lequel se rapproche de la juste valeur.

Titres de marché monétaire

Les titres de marché monétaire sont inscrits au coût qui inclut des intérêts courus et se rapproche de la juste valeur.

Actions, titres indiciels et fonds négociés en Bourse

Les actions, les titres indiciels et les fonds négociés en Bourse (« FNB ») sont inscrits au cours de clôture de la Bourse accréditée où le titre correspondant est le plus négocié. Les FNB sont évalués à la moyenne des cours acheteur et vendeur de clôture. Les bons de souscription non inscrits en Bourse sont évalués à l'aide d'un modèle d'évaluation reconnu, comme le modèle Black-Scholes.

Obligations, titres adossés à des créances hypothécaires et titres adossés à des crédits mobiliers

Les obligations, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers sont évalués à partir des cours de clôture obtenus de courtiers en valeurs mobilières reconnus.

Fonds de placement

Les parts des fonds sous-jacents sont généralement inscrites à la valeur liquidative par part, fournie par le gestionnaire du fonds sous-jacent, chaque jour d'évaluation à l'exception des fonds de placement privés qui sont traités dans la section « Évaluation des titres non cotés et autres placements ».

Instruments financiers dérivés

Certains Fonds ont recours à un éventail d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme, des contrats à terme de gré à gré, des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur défaillance de crédit, des titres à être déterminés (« TBA »), des contrats à terme et des options, soit à des fins de couverture, soit à des fins autres que de couverture, ou les deux.

Contrats de change à terme, contrats à terme de gré à gré, swaps de taux d'intérêt, swaps sur défaillance de crédit et TBA

La juste valeur de ces instruments correspond au gain ou à la perte qu'entraînerait leur réalisation à la date d'évaluation; cette valeur est comptabilisée au poste « Plus-value (moins-value) non réalisée sur dérivés » dans les états de la situation financière.

Contrats à terme

Les contrats à terme sont évalués à la juste valeur et sont réglés quotidiennement par l'entremise de courtiers agissant à titre d'intermédiaires. Les montants à recevoir (à payer) relativement au règlement de contrats à terme sont comptabilisés au poste « Montant à recevoir (à payer) sur contrats à terme » à l'état de la situation financière.

Options

Les options inscrites à la cote d'une Bourse sont évaluées à la juste valeur fondée sur le cours de clôture de la principale Bourse sur laquelle l'option est négociée pour les positions acheteur et sur le cours vendeur pour les positions vendeur. Les options non inscrites en bourse sont évaluées à l'aide d'un modèle d'évaluation reconnu, comme le modèle Black-Scholes.

Évaluation des titres non cotés et autres placements

Lorsque les principes d'évaluation des placements décrits précédemment ne sont pas applicables, la juste valeur est déterminée selon les meilleures estimations du gestionnaire à l'aide de procédures d'évaluation établies et qui reposent sur les conditions qui prévalent sur le marché à chaque date d'évaluation. Ces procédures couvrent entre autres les titres en arrêt de transaction, les titres de sociétés privées ainsi que les titres non liquides. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 « Jugements significatifs, estimations et hypothèses ».

Opérations sur les placements

Les opérations sur les placements sont comptabilisées à la date de l'opération. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen à l'exception du coût des titres de marché monétaire qui est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût moyen n'inclut pas l'amortissement des primes ou des escomptes sur les titres à revenu fixe à l'exception des obligations sans coupon. Les coûts de transaction du portefeuille, comme les commissions de courtage, engagés au moment de l'achat et de la vente de titres par les Fonds sont constatés dans les états du résultat global. L'écart entre la plus-value (moins-value) non réalisée des placements au début et à la fin de la période est comptabilisé au poste « Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements » dans les états du résultat global. Lors de la disposition d'un placement, la différence entre la juste valeur et le coût des placements est incluse au poste « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements » de ces mêmes états.

Activités de prêts de titres et de mises en pension

À compter du 1^{er} juin 2020, certains Fonds peuvent conclure des opérations de prêts de titres et de mises en pension par l'entremise du programme de prêts de titres de Fiducie Desjardins inc. (« Fiducie Desjardins »).

Prêt de titres

Les titres prêtés continuent d'être inclus dans l'inventaire du portefeuille de placements ainsi que dans la valeur totale des états de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et avantages liés à leur propriété est conservée par les Fonds.

Afin de limiter le risque que la contrepartie ne puisse remplir ses obligations, les Fonds reçoivent une garantie représentant au moins 102 % du montant contractuel, déterminée quotidiennement selon la juste valeur des titres prêtés au jour ouvrable précédent. Les titres reçus en garantie dans le cadre des activités de prêts de titres ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et avantages liés à leur propriété n'a pas été transférée aux Fonds. Les garanties reçues sous forme d'espèces sont quant à elles comptabilisées dans l'état de la situation financière au poste « Garantie en trésorerie reçue pour les prêts de titres », selon le cas.

Pour les Fonds qui participent à des opérations de prêts de titres, le montant des titres prêtés et la valeur des garanties reçues sont indiqués dans l'inventaire du portefeuille de placements, le cas échéant.

Les revenus générés par les activités de prêt de titres de la Fiducie Desjardins sont partagés entre le Fonds et la Fiducie Desjardins au taux présenté à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Ces revenus sont constatés au poste « Revenus provenant des activités de prêt de titres » dans les états du résultat global.

Mises en pension

Dans le cadre d'une mise en pension, un Fonds vend un titre à un tiers et s'engage à lui racheter le même titre, ou essentiellement le même, à un prix et une date prédéterminés.

Afin de limiter le risque que la contrepartie ne puisse remplir ses obligations, les Fonds reçoivent une garantie qui comprend une combinaison d'espèces et de titres, représentant au moins 102 % du montant contractuel, déterminée quotidiennement selon la juste valeur des titres mis en pension le jour ouvrable précédent. Les titres reçus en garantie dans le cadre des mises en pension ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière, car la quasi-totalité des risques et avantages liés à leur propriété n'a pas été transférée aux Fonds.

Les garanties reçues sous forme d'espèces dans le cadre de mises en pension sont quant à elles comptabilisées comme actifs financiers à l'état de la situation financière au poste « Garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension ». Un passif correspondant à l'obligation de remettre les titres est comptabilisé au poste « Engagements relatifs à des mises en pension ». Fiducie Desjardins, à titre de dépositaire des Fonds, peut utiliser ces montants pour acquérir des placements. Les revenus générés sont partagés entre le Fonds et Fiducie Desjardins selon le taux présenté à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Ces revenus sont inclus au poste « Revenus provenant des activités de prêts de titres » à l'état du résultat global.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Effet de levier

Il y a effet de levier lorsque le Fonds emprunte de l'argent ou des titres, ou utilise des dérivés, pour générer une exposition au placement qui ne serait pas possible autrement.

L'exposition brute globale d'un « fonds commun de placement alternatif » au sens du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (le « Règlement 81-102 »), calculée comme la somme des éléments suivants, ne doit pas dépasser trois fois la valeur liquidative du fonds commun de placement alternatif : i) l'encours total de ses emprunts aux termes de conventions d'emprunt; ii) la valeur marchande totale de tous les titres vendus à découvert; et iii) le montant notionnel global des positions du fonds commun de placement alternatif sur dérivés visés, sauf ceux qui sont utilisés à des fins de couverture. Si l'exposition brute globale du fonds commun de placement alternatif dépasse trois fois la valeur liquidative du Fonds, le fonds commun de placement alternatif doit, dès qu'il le pourra, de façon raisonnable sur le plan commercial, prendre toutes les mesures nécessaires afin de réduire l'exposition brute globale à un maximum de trois fois la valeur liquidative du Fonds.

En tant que « fonds commun de placement alternatif », le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI n'est pas assujéti à certaines restrictions de placement énoncées dans le Règlement 81-102 qui restreignent la capacité des fonds communs de placement conventionnels (autres que les fonds communs de placement alternatifs) à utiliser l'effet de levier de leurs actifs par le biais d'emprunts, de ventes à découvert et/ou de dérivés. Des décisions de placement peuvent être prises pour les actifs du Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI qui dépassent la valeur liquidative du Fonds. Par conséquent, si ces décisions de placement sont incorrectes, les pertes qui en résulteront seront plus importantes que si les placements étaient effectués uniquement dans un portefeuille position longue sans effet de levier, comme c'est le cas dans la plupart des fonds communs de placement d'actions conventionnels. En outre, on peut s'attendre à ce que les stratégies de placement à effet de levier augmentent les coûts de rotation, de transaction et d'impact sur le marché, les intérêts et les autres frais et charges d'un fonds.

Le gestionnaire, pour le compte du Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI, a obtenu une dispense des autorités canadiennes en valeurs mobilières permettant au Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI d'effectuer des ventes à découvert et d'emprunter des fonds jusqu'à concurrence d'un maximum combiné de 100 % de sa valeur liquidative, ce qui dépasse les limites prévues par le Règlement 81-102 de 50 % de sa valeur liquidative pour les ventes à découvert et les emprunts de fonds des fonds communs de placement alternatifs et des fonds communs de placement conventionnels.

Compensation des actifs et des passifs financiers

Un actif et un passif financiers doivent être compensés à l'état de la situation financière du Fonds si et seulement si le Fonds a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de les compenser et qu'il a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Le Fonds a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de compenser un actif et un passif financiers lorsque ce droit est exécutoire dans le cours normal des affaires, et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, les prêts de titres et les mises en pension, les sommes à recevoir sur la vente de titres et les sommes à payer pour l'achat de titres font l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires qui ne satisfont pas aux critères de compensation dans les états de la situation financière, car le droit de compensation n'est exécutoire qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Le tableau présentant l'information sur les actifs et passifs financiers compensés ou non compensés dans les états de la situation financière et faisant l'objet d'un accord général de compensation ou d'une entente similaire est présenté dans la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds, s'il y a lieu.

Autres éléments d'actif et de passif

Les dépôts sur marges, la couverture déposée sur dérivés, le montant à recevoir sur contrats à terme, les souscriptions à recevoir, la somme à recevoir pour la vente de titres, la garantie en trésorerie reçue pour les mises en pension ainsi que les intérêts, dividendes et autres montants à recevoir sont constatés au coût amorti.

De même, les charges à payer, les frais de performances à payer, le montant à payer sur contrats à terme, les parts rachetées à payer, la somme à payer pour l'achat de titres, les engagements relatifs à des mises en pension, les intérêts, dividendes et autres montants à payer ainsi que les distributions à payer sont constatés au coût amorti.

Étant donné la nature à court terme des autres éléments d'actif et de passif, leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

Revenus

Les revenus d'intérêts à des fins de distribution présentés dans les états du résultat global tirés des placements en titres de créance sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Les Fonds n'amortissent pas les primes payées ni les escomptes reçus à l'achat de titres de créance à l'exception des obligations sans coupon. Les dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende. Les revenus provenant des FNB et des fiducies de revenu sont inclus dans les « Dividendes » dans l'état du résultat global. Les distributions notionnelles reçues des FNB sont considérées comme des transactions hors trésorerie et augmentent les coûts moyens de ces FNB. Les montants provenant de placements qui sont traités comme un remboursement de capital aux fins fiscales réduisent le coût moyen de ces placements. Les revenus de dividendes et d'intérêts étrangers sont comptabilisés au montant brut reçu et sont inclus aux postes de « Revenus » dans les états du résultat global.

Le revenu net de la société en commandite comprend le revenu attribué à des fins fiscales et est présenté dans le poste « Distributions provenant des fonds sous-jacents ». Les distributions reçues des fonds sous-jacents sont comptabilisées à la date de la distribution. Elles sont incluses dans le poste « Distributions provenant des fonds sous-jacents » dans les états du résultat global.

Les distributions reçues sous la forme de parts de fonds sous-jacents sont présentées à titre de « Distributions hors trésorerie provenant des placements » dans les états des flux de trésorerie.

Au règlement des instruments financiers dérivés, le gain ou la perte sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture est inclus au poste « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur dérivés » dans les états du résultat global. Le gain ou la perte sur les instruments financiers dérivés détenus à des fins autres que de couverture est inclus au poste « Revenu net (perte nette) provenant de dérivés » de ces mêmes états.

Conversion des devises

Les états financiers, les souscriptions et les rachats des Fonds sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et de présentation des Fonds. Les actifs et les passifs en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à chaque date d'évaluation. Les achats et les ventes de titres, de même que les revenus et les dépenses, exprimés en devises, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur aux dates des opérations.

Les écarts de conversion se rapportant à la trésorerie sont présentés à titre d'« Écart de conversion sur encaisse » et les écarts de conversion se rapportant à d'autres actifs et passifs financiers sont présentés sous les postes « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements » et « Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements » dans les états du résultat global.

Les montants en devises sont présentés en utilisant les abréviations suivantes :

Abréviation	Devise	Abréviation	Devise
AUD	Dollar australien	KRW	Won sud-coréen
BRL	Réal brésilien	MXN	Peso mexicain
CAD	Dollar canadien	MYR	Ringgit malaisien
CHF	Franc suisse	NOK	Couronne norvégienne
CLP	Peso chilien	NZD	Dollar néo-zélandais
CNY	Yuan chinois	PHP	Peso philippin
CZK	Couronne tchèque	PLN	Zloty polonais
DKK	Couronne danoise	RUB	Rouble russe
EUR	Euro	SAR	Riyal saoudien
GBP	Livre sterling	SEK	Couronne suédoise
HKD	Dollar de Hong Kong	SGD	Dollar de Singapour
HUF	Forint hongrois	THB	Baht thaïlandais
IDR	Rupiah indonésienne	TRY	Livre turque
ILS	Shekel israélien	TWD	Dollar de Taïwan
INR	Roupie indienne	USD	Dollar américain
JPY	Yen japonais	ZAR	Rand sud-africain

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Ventes à découvert

Les gains ou les pertes non réalisés découlant des positions vendeur sont reflétés dans l'état du résultat global au poste « Gain net (perte nette) non réalisé(e) sur placements » et la juste valeur des positions vendeur est reflétée dans l'état de la situation financière au poste « Placements à la juste valeur par le biais du résultat net - positions vendeur ». Lorsque la position vendeur est liquidée, les gains ou les pertes sont réalisés et inclus dans le poste « Gain net (perte nette) réalisé(e) sur placements » dans l'état du résultat global.

Rien ne garantit qu'un fonds sera en mesure de liquider une position vendeur à un moment ou à un prix acceptable. Jusqu'à ce que le Fonds remplace un titre emprunté, il maintiendra une marge adéquate auprès du courtier, constituée de liquidités et de titres liquides. Au 30 septembre 2024, la marge maintenue auprès du courtier est indiquée dans l'état de la situation financière au poste « Dépôts sur marge », le cas échéant.

Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part

L'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par part, présentée à l'état du résultat global, représente l'augmentation (la diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables divisée par le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période.

Impôts

Aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), chaque Fonds est admissible ou entend devenir admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement, excepté les Fonds identifiés ci-dessous.

Les Fonds suivants sont considérés comme des fiducies d'investissement à participation unitaire :

- Mandat NEI revenu fixe
- Mandat NEI actions canadiennes
- Mandat NEI actions mondiales
- Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion

La date de fin d'année d'imposition de tous les Fonds est le 15 décembre sauf pour le Fonds du marché monétaire NEI et les fiducies d'investissement à participation unitaire, dont la date est le 31 décembre.

Les Fonds sont imposables sur leurs revenus et leurs gains nets en capital non distribués aux porteurs de parts. Les Fonds doivent verser aux porteurs de parts la totalité de leurs revenus de placement et une part suffisante du montant net de leurs gains en capital réalisés pour ne pas être assujettis à l'impôt sur le revenu. Les Fonds ne comptabilisent donc pas d'impôts sur le résultat. Étant donné que les Fonds ne comptabilisent pas d'impôts sur le résultat, l'économie d'impôt liée aux pertes en capital et pertes autres qu'en capital n'a pas été reflétée à titre d'actif d'impôt différé dans les états de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les Mandats, qui sont des fiducies d'investissement à participation unitaire, peuvent devoir payer l'impôt minimum de remplacement et peuvent être assujettis à un impôt spécial prévu à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt. Le gestionnaire prévoit que les Mandats ne seront pas assujettis à l'impôt prévu à la partie XII.2, mais rien ne garantit que cela ne se produira pas.

Les pertes en capital peuvent être reportées indéfiniment en diminution de gains en capital futurs. Les pertes autres qu'en capital subies au cours de l'exercice peuvent être reportées ultérieurement sur 20 ans et inscrites en diminution des revenus et des gains en capital futurs.

Les distributions sont classées comme remboursement de capital, revenu net de placement ou gain en capital. Le gestionnaire se réserve le droit d'effectuer des distributions supplémentaires au cours d'un exercice donné, s'il le juge approprié.

Les Fonds sont actuellement assujettis à des retenues d'impôts sur les revenus étrangers de placement et les gains en capital dans certains pays étrangers. Ces revenus et ces gains sont comptabilisés au montant brut, et les retenues d'impôts s'y rattachant sont présentées à titre de charge distincte dans les états du résultat global.

Les Fonds qui ont une exposition aux titres indiens doivent comptabiliser une provision fiscale pour les gains non réalisés qui excèdent les pertes non réalisées.

Le Fonds fera, en vertu du paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt, un choix faisant en sorte que l'ensemble des gains ou des pertes réalisés à la disposition de titres qui sont des « titres canadiens » (au sens de la Loi de l'impôt), y compris les titres canadiens acquis dans le cadre de ventes à découvert, seront réputés être des gains ou des pertes en capital du Fonds.

Se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds pour plus d'information sur les impôts.

Placement dans d'autres entités d'investissement

Les Fonds respectent les conditions d'IFRS 10, *États financiers consolidés*, leur permettant de se qualifier à titre d'entités d'investissement et comptabilisent leurs placements dans des fonds sous-jacents à la JVRN.

Conformément à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, les informations spécifiques sur la participation dans des entités, telles que des filiales, des entreprises associées et des entités structurées ont été présentées, le cas échéant, dans les « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relatives à chacun des Fonds.

Filiales

Une entité est considérée comme une filiale lorsqu'elle est contrôlée par une autre entité. Le Fonds contrôle une entité lorsqu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer par le pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des participations dans des entités sur lesquelles les Fonds exercent une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle.

Entités structurées

Les entités structurées sont des entités conçues de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. Le gestionnaire a déterminé que les placements dans des fonds sous-jacents (incluant les sociétés en commandite), des titres indicels, des fonds négociés en Bourse, des fiducies de revenu, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des crédits mobiliers sont des entités structurées, à moins que le lien spécifié soit différent. Les valeurs totales de ces placements dans le tableau « Hiérarchie de la juste valeur » représentent également la juste valeur des participations dans des entités structurées.

3. JUGEMENTS SIGNIFICATIFS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Lorsqu'il prépare les états financiers, le gestionnaire doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis par les Fonds aux fins de la préparation des états financiers.

Évaluation de la juste valeur des dérivés et des titres non cotés sur un marché actif

Les Fonds peuvent détenir des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs, notamment des instruments financiers dérivés. La juste valeur est déterminée à partir de modèles qui maximisent l'utilisation de données de marché observables et minimisent l'utilisation de données non observables. Les Fonds considèrent comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. Les modèles utilisés pour déterminer la juste valeur sont validés et sont examinés périodiquement par du personnel expérimenté du gestionnaire.

Lorsque des prix cotés ne sont pas disponibles, les estimations de la juste valeur sont établies à l'aide de la valeur actualisée et d'autres méthodes d'évaluation, qui sont elles-mêmes fonction des hypothèses relatives au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation, lesquels reflètent divers degrés de risque, dont le risque de liquidité, le risque de crédit, et les risques liés aux taux d'intérêt, aux taux de change et à la volatilité des prix et des taux.

Le calcul des justes valeurs peut différer compte tenu de l'utilisation du jugement dans l'application des techniques d'évaluation et des estimations acceptables. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures. Se reporter à la note 7 « Information sur les instruments financiers » pour de plus amples renseignements sur l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

4. ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX PORTEURS DE PARTS RACHETABLES

Structure des parts rachetables

Chaque Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de séries de parts et un nombre illimité de parts rachetables (les parts) de chaque série. Chaque part de série confère le droit à son porteur de participer également aux distributions que le Fonds effectue pour cette série. Des fractions de part peuvent être émises.

Les parts d'un Fonds sont de même série et confèrent les mêmes droits et privilèges, sauf que dans un Fonds comptant plus d'une série de parts, chaque série de parts peut être assortie de différentes structures de frais de gestion, de rémunération du courtier ou de distribution. Par conséquent, chaque part confère un droit de vote à son porteur et permet à ce dernier de participer également aux distributions effectuées par le Fonds en ce qui a trait aux séries de parts et, lors de sa liquidation, à la répartition de l'actif net attribuable à la série de parts après acquittement du passif en cours. Une fraction de part confère à son porteur un droit de participation proportionnel, mais ne comporte pas de droit de vote.

Les Fonds n'émettent que des parts et des fractions de part entièrement libérées. Un porteur de parts peut faire racheter ses parts de la manière décrite à la déclaration de fiducie.

Le gestionnaire gère le capital des Fonds conformément à leurs objectifs de placement (se reporter à la note 7). Les Fonds s'efforcent d'investir les souscriptions reçues dans des placements appropriés et de maintenir des liquidités suffisantes pour effectuer les rachats conformément aux règlements sur les valeurs mobilières, ces liquidités étant augmentées par des emprunts à court terme ou la cession de placements si nécessaire.

Parts autorisées

Les parts autorisées du Fonds sont composées des séries de parts suivantes :

Un nombre illimité de parts de série A, qui s'adressent principalement aux investisseurs particuliers achetant des parts selon l'option de frais de souscription initiaux.

Un nombre illimité de parts de série C, qui s'adressent aux investisseurs qui ont accordé à leur courtier un pouvoir discrétionnaire à l'égard de leurs placements, lui permettant d'investir au moyen de portefeuilles modèles exclusifs.

Un nombre illimité de parts de série F, qui s'adressent aux investisseurs participant à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers.

Un nombre illimité de parts de série I, qui s'adressent aux investisseurs institutionnels et aux autres investisseurs fortunés qui négocient et paient des frais de gestion directement au gestionnaire. Les frais de gestion de la série I ne seront en aucun cas supérieurs aux frais de gestion payables à l'égard des parts de la série A du Fonds.

Un nombre illimité de parts de série O, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un Fonds. Ces investisseurs doivent conclure une entente qui détermine les frais de gestion négociés et paient ces frais directement au gestionnaire. Les frais de gestion de la série O ne seront en aucun cas supérieurs aux frais de gestion payables à l'égard des parts de la série A du Fonds.

Un nombre illimité de parts de série P, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un seul Fonds. Les parts de la série P ne peuvent être achetées que selon l'option avec frais de souscription initiaux.

Un nombre illimité de parts de série PF, qui s'adressent aux investisseurs qui font des placements importants dans un seul Fonds et aux investisseurs qui participent à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers.

Un nombre illimité de parts de série W, qui s'adressent aux investisseurs effectuant un placement initial d'au moins 100 000 \$ dans un portefeuille privé NEI. Les parts de série W ne peuvent être achetées que selon l'option avec des frais de souscription initiaux. Le critère de placement initial peut varier de temps à autre.

Un nombre illimité de parts de série WF, qui s'adressent aux investisseurs effectuant un placement initial d'au moins 100 000 \$ dans un portefeuille privé NEI et aux investisseurs qui participent à des programmes n'exigeant pas qu'ils versent de frais de souscription ni de frais de service aux spécialistes en placement ou aux courtiers. Le critère de placement initial peut varier de temps à autre.

Placements NEI S.E.C. a décidé de mettre fin à l'acquisition de parts par versement de frais différés au rachat (« FDR »), frais de souscription réduits, frais de souscription réduits 2 et frais de souscription réduits 3 (collectivement, les « FSR ») pour les Fonds qui offraient ces choix. Depuis le 10 août 2020, les nouveaux investisseurs ne peuvent plus souscrire de parts de la gamme de Fonds NEI selon les modalités FDR ou FSR. Ceux qui détiennent des parts FDR et FSR ont pu continuer à investir selon ces modalités jusqu'à octobre 2020. À partir du 5 octobre 2020, plus aucune souscription de parts ne pouvait se faire selon les modalités FDR ou FSR. Les investisseurs qui détiennent des parts FDR ou FSR les conserveront moyennant le barème des frais de rachat applicable.

Évaluation des parts

Chaque jour ouvrable, pour chaque série de parts de chaque Fonds, le gestionnaire calcule la valeur liquidative par part en divisant l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables par le nombre de parts en circulation.

La valeur liquidative de chaque série d'un Fonds correspond à la proportion de l'actif de ce Fonds attribuable à cette série, déduction faite de la proportion du passif global du Fonds attribuable à cette série et du passif spécifique de cette série. Les charges liées directement à une série lui sont imputées. Les autres revenus et charges ainsi que les gains et les pertes en capital réalisés et non réalisés sont imputés à chaque série en proportion de leur valeur liquidative respective.

Gestion du risque lié aux parts

Les parts émises et en circulation sont considérées comme constituant le capital des Fonds. Les Fonds ne sont pas assujettis à des exigences particulières en matière de capital en ce qui concerne la souscription et le rachat de parts, exception faite de certaines exigences minimales en matière de souscription. Les porteurs de parts ont le droit d'exiger le versement de la valeur liquidative par part des Fonds pour la totalité ou une partie des parts qu'ils détiennent par avis écrit au gestionnaire. L'avis écrit doit être reçu dans le délai prescrit. Les parts sont rachetables contre un montant de trésorerie égal à la quote-part correspondante de la valeur liquidative des Fonds.

Rachats

Les porteurs de parts peuvent en tout temps obtenir le rachat de la totalité ou d'une partie de leurs parts à la date d'évaluation, à la valeur liquidative par part de clôture. Le paiement des parts rachetées sera effectué par le Fonds concerné.

5. FRAIS DE GESTION ET AUTRES FRAIS

Frais de gestion

En tant que fiduciaire, gestionnaire, conseiller en valeurs et agent chargé de la tenue des registres, Placements NEI S.E.C. reçoit, pour chaque Fonds, des frais de gestion, avant taxes, calculés sur la valeur liquidative de chaque série de parts chaque jour d'évaluation. Les frais de gestion sont calculés quotidiennement sur la valeur liquidative des Fonds selon le taux annuel présenté aux « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relatives à chacun des Fonds. Placements NEI S.E.C. est responsable du paiement des frais de gestion des placements aux sous-conseillers en valeurs dont les services sont retenus par les Fonds.

Les frais de gestion varient selon les Fonds et les séries. Les parts de série I et de série O des Fonds ne sont pas soumises à des frais de gestion, car les porteurs de parts de ces séries négocient et paient ces frais directement au gestionnaire.

Certains Fonds peuvent investir dans d'autres organismes de placement collectif (« les fonds sous-jacents ») incluant d'autres Fonds NEI afin d'atteindre leurs objectifs de placement. Ces fonds sous-jacents doivent alors payer des frais, qui s'ajoutent à ceux que doit payer le Fonds qui fait le placement. Le Fonds n'aura à payer aucuns frais de gestion qui, de l'avis d'une personne raisonnable, doubleraient les frais que le fonds sous-jacent doit payer pour le même service.

Frais de performance

Sous réserve de l'atteinte de la valeur optimale (comme il est décrit ci-après), le gestionnaire perçoit des frais de performance payables au sous-conseiller en valeurs à l'égard du Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI. Les frais de performances sont calculés, gagnés et comptabilisés quotidiennement pour chaque série, deviennent un passif du Fonds chaque jour d'évaluation et sont versés par le Fonds à la fin de chaque trimestre civil.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI paie au gestionnaire des honoraires liés au rendement quotidiens équivalant à 20 % de la différence positive entre le prix par part chaque jour d'évaluation et la valeur optimale diminuée du taux de rendement minimal par part le jour d'évaluation, multipliée par le nombre de parts en circulation au jour d'évaluation applicable pour la détermination des honoraires liés au rendement. Le taux de rendement minimal par part de chaque série applicable un jour d'évaluation est le produit a) de 2 % pour chaque année civile (au prorata du nombre de jours de l'année civile); b) du prix par part de chaque série applicable le jour d'évaluation; et c) du nombre de jours écoulés depuis la valeur optimale établie la plus récente ou depuis le début de l'année civile en cours, selon le plus récent de ces deux événements. Une fois que la valeur optimale est atteinte, le sous-conseiller en valeurs perçoit des honoraires liés au rendement qui ne seront pas réduits en cas de rendement négatif du Fonds ultérieurement.

Le gestionnaire se réserve le droit, à son gré, de cesser de percevoir les honoraires liés au rendement, de les diminuer ou d'y renoncer en tout temps. Les frais de performances sont assujettis aux taxes applicables, y compris la TPS/TVH.

Autres dépenses

Le gestionnaire paie tous les frais de fonctionnement des Fonds, à l'exception des :

- coûts et dépenses liés aux taxes (y compris, mais sans s'y limiter, la TPS/TVH), aux emprunts et aux coûts associés au comité d'examen indépendant (« CEI »). Les frais relatifs au CEI comprennent les cotisations annuelles, les frais de réunion et d'autres dépenses connexes tels que les frais de déplacement liés au fonctionnement du CEI;
- coûts liés aux transactions de portefeuille, y compris les commissions de courtage et les frais de recherche et d'exécution.

Les charges d'exploitation comprennent, sans s'y limiter, les honoraires d'audit, les frais de comptabilité des fonds, les frais d'agence de transfert et de tenue des registres, les frais de garde, les frais d'administration et les services fiduciaires relatifs aux régimes fiscaux enregistrés, les frais d'impression et de diffusion des prospectus, des informations sur les fonds et des documents d'information continue, les frais juridiques, les frais bancaires, les frais de communications avec les investisseurs et les droits de dépôt réglementaire.

En contrepartie de l'obligation de payer des charges d'exploitation, chaque Fonds verse au gestionnaire des frais d'administration fixes (« frais d'administration ») qui sont soumis aux taxes applicables, y compris la TVH. Les frais d'administration varient selon les Fonds et les séries. Les frais d'administration correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative de la série, calculé et comptabilisé quotidiennement. Aucuns frais d'administration ne sont facturés aux parts de série I des Fonds en raison des structures des frais associées à ces séries.

Le taux annuel des frais de gestion et le taux des frais d'administration présentés aux « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relatives à chacun des Fonds pourraient être inférieurs aux taux présentés dans le prospectus, puisque le gestionnaire peut assumer une partie de ces frais.

Pour obtenir des renseignements concernant les frais de gestion et les autres frais auxquels chaque Fonds est exposé, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

6. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Placements NEI S.E.C. est le gestionnaire, le fiduciaire, le gestionnaire de portefeuille et le registraire des Fonds. Le commandité du gestionnaire Placements NEI S.E.C., Placements NordOuest & Éthiques inc., est une filiale en propriété exclusive d'Aviso Wealth Inc. (« Aviso »). Aviso est le commanditaire unique du gestionnaire. Aviso est une filiale en propriété exclusive d'Aviso Wealth Limited Partnership, qui est à son tour détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite, CU CUMIS Wealth Holdings LP, appartenant à cinq centrales de crédit coopératives provinciales et à The CUMIS Group Limited. Desjardins Holding financier inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Fédération »).

Placements NEI S.E.C. est le gestionnaire des Fonds aux termes de la convention de gestion. Le gestionnaire pourvoit à l'administration quotidienne des Fonds. Placements NEI S.E.C. leur procure ou fait en sorte qu'on leur procure tous les services (comptabilité, garde de valeurs, gestion de portefeuille, tenue des registres, agent des transferts) dont ils ont besoin. Les Fonds versent des frais de gestion et d'administration à Placements NEI S.E.C. Les honoraires de Placements NEI S.E.C. à titre de fiduciaire et de conseiller en valeurs sont entièrement à sa charge.

Fiducie Desjardins est le dépositaire des Fonds. Fiducie Desjardins est une filiale en propriété exclusive de la Fédération. Les Fonds peuvent s'engager dans des opérations de prêt de titres et Fiducie Desjardins peut agir à titre d'agent de prêt de titres et mises en pension (« agent ») des Fonds. Les revenus tirés de ces prêts de titres sont répartis entre les Fonds et l'agent.

Fonds sous-jacents

Conformément à leurs objectifs de placement, certains Fonds investissent leurs actifs dans des parts de série I dans d'autres Fonds NEI. Les fonds sous-jacents désignés comme « apparentés » dans le tableau « Hiérarchie de la juste valeur » sont considérés comme des parties liées. Se reporter à la note 7 « Informations à fournir sur les instruments financiers » pour plus d'informations sur la hiérarchie des justes valeurs et l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers. Toutes les transactions relatives à ces placements sont exécutées en fonction de la juste valeur des placements comme il est décrit à la section sur les informations significatives sur les méthodes comptables. Ces Fonds ne paient aucune commission ni d'autres frais relativement à ces transactions.

Pour obtenir des renseignements concernant les parties liées de chaque Fonds, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

7. INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

L'évaluation de la juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 a trait à une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Le niveau 2 a trait à des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché;
- Le niveau 3 a trait à des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Si des données d'entrée de niveaux différents sont utilisées pour évaluer la juste valeur d'un actif ou d'un passif, l'évaluation est classée au niveau le plus bas des données significatives pour l'évaluation de la juste valeur.

Suivi des évaluations

Le gestionnaire a la responsabilité d'établir les évaluations à la juste valeur incluses dans les états financiers des Fonds, y compris les évaluations de niveau 3. Le gestionnaire obtient les prix auprès d'un tiers fournisseur de services d'établissement des prix et ces prix font l'objet d'un suivi et d'un examen quotidiens. Le comité de suivi des évaluations (le « comité ») s'assure que des procédures opérationnelles appropriées ainsi qu'une structure de surveillance adéquate sont en place et suivies. Il se rencontre trimestriellement pour réviser les situations de juste valeur. Des rapports sont produits mensuellement et remis à chacun des trimestres aux membres du comité. Il examine également les traitements particuliers appliqués par la Direction Contrôle et Évaluation des fonds de placement. De plus, il établit l'orientation de la politique d'évaluation. Trimestriellement, ce comité examine et approuve les évaluations des titres de niveau 3 après avoir obtenu la confirmation des évaluations de chacun des gestionnaires de portefeuilles, au besoin. Le cas échéant, il approuve des ajustements apportés aux prix ou aux estimations fournis par le tiers fournisseur.

Établissement des niveaux

Un changement dans la méthode d'évaluation de la juste valeur peut entraîner un transfert entre niveaux. La politique des Fonds consiste à comptabiliser les incidences des transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert.

Les types de placements énumérés ci-après pourraient être classés au niveau 3 advenant que leur prix ne soit plus fondé sur des données observables.

a) Titres de marché monétaire

Les titres de marché monétaire proviennent principalement du secteur public et de sociétés. Les données d'entrée significatives aux fins de l'évaluation sont généralement observables. Les titres de marché monétaire du secteur public garantis par le gouvernement fédéral ou provincial sont classés au niveau 1. Les autres titres de marché monétaire sont classés au niveau 2.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

b) Actions

Les actions sont classées au niveau 1 lorsque le titre est négocié activement et qu'un prix fiable est observable. Certaines actions ne sont pas négociées fréquemment, si bien qu'aucun prix observable n'est disponible. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée au moyen de données de marché observables et elle est classée au niveau 2, à moins que la détermination de la juste valeur fasse intervenir des données non observables importantes, auquel cas la juste valeur est classée au niveau 3. Les bons de souscription non cotés sont généralement classés au niveau 2.

c) Titres indiciels et fonds négociés en Bourse

Les titres indiciels et les FNB sont classés au niveau 1 lorsque le titre est négocié activement et qu'un prix fiable est disponible. Les FNB sont classés au niveau 2 lorsque le titre est peu négocié et que son évaluation repose principalement sur des données observables sur le marché.

d) Obligations

Les obligations du secteur public garanties par le gouvernement fédéral ou provincial sont classées au niveau 1. Les obligations de sociétés, qui sont évaluées selon des modèles fondés sur des données d'entrée comme la courbe des taux d'intérêt, les écarts de crédit et les volatilités, sont habituellement classées au niveau 2.

e) Titres adossés à des créances hypothécaires et titres adossés à des crédits mobiliers

Les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers comprennent principalement des titres de sociétés, qui sont évalués selon des modèles fondés sur des données d'entrée comme la courbe des taux d'intérêt, les écarts de crédit et les volatilités. Comme les données d'entrée significatives aux fins de l'évaluation sont généralement observables, les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des crédits mobiliers sont habituellement classés au niveau 2.

f) Fonds de placement

Les fonds de placement publics sont classés au niveau 1 lorsque ceux-ci ont un prospectus sans restriction et qu'un prix fiable est observable. Certains fonds de placement ne sont pas publics, leur prix est alors déterminé au moyen de données de marché observables et la juste valeur est classée au niveau 2, à moins que la détermination de la juste valeur fasse intervenir des données non observables importantes, auquel cas l'évaluation est classée au niveau 3.

g) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés, composés de contrats de change à terme, de contrats à terme, de swaps de taux d'intérêt et de swaps sur défaillance de crédit, pour lesquels les écarts de crédit des contreparties sont observables et fiables ou pour lesquels les données liées au crédit sont considérées comme significatives pour la juste valeur, sont classés au niveau 2. Les options sont classées au niveau 1 lorsque l'option est activement négociée et qu'un prix fiable est observable. Les options non cotées sont généralement classées au niveau 2.

Les renseignements détaillés concernant la hiérarchisation des instruments financiers de chaque Fonds se retrouvent à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds. Pour les titres classés au niveau 3, les techniques d'évaluation et les hypothèses sont également présentées à la section des notes afférentes aux états financiers.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Les activités des Fonds exposent ces derniers à divers risques financiers, dont le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de concentration, le risque de crédit et le risque de liquidité. La stratégie globale de gestion des risques des Fonds met l'accent sur la nature imprévisible des marchés financiers et vise à optimiser le rendement des Fonds. La majorité des placements comportent un risque de perte.

Le gestionnaire est responsable de la gestion des risques des Fonds ainsi que de la sélection et du suivi des sous-conseillers en valeurs.

Mensuellement, il compare la performance des Fonds aux indices de référence et cette analyse est révisée trimestriellement par le Comité de placement. Il s'assure également du respect de la politique de placement des Fonds et rédige un rapport de conformité qui est révisé trimestriellement par le Comité de placement.

Le gestionnaire organise des réunions annuelles avec les sous-conseillers afin de se tenir au courant de tout changement dans leurs pratiques de placement.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'instruments financiers découlant d'une fluctuation des paramètres ayant une incidence sur cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des titres, les changements politiques et les événements catastrophiques, tels que les pandémies ou les catastrophes. Le risque de marché des Fonds est géré au moyen de la diversification des ratios d'exposition du portefeuille.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Le risque de change est composé d'éléments monétaires (incluant généralement l'encaisse, les montants à recevoir en devises, les placements dans des titres à revenu fixe et des titres de marché monétaire) et d'éléments non monétaires (incluant généralement les placements dans des actions et des fonds de placement). Les actifs non monétaires sont classés en fonction de la devise dans laquelle le titre a été acheté.

Les Fonds s'exposent au risque de change en détenant des éléments d'actif et de passif libellés en devises autres que le dollar canadien, monnaie fonctionnelle des Fonds, puisque la valeur des titres libellés en devises variera en fonction des taux de change en vigueur.

L'exposition des Fonds au risque de change est présentée en fonction de la valeur comptable des actifs et des passifs financiers (incluant les dérivés et le montant nominal des contrats de change à terme et des contrats à terme standardisés sur devises, le cas échéant).

Lorsque la valeur du dollar canadien diminue par rapport à la valeur d'une devise étrangère, la valeur des placements étrangers augmente. À l'inverse, lorsque la valeur du dollar canadien augmente, la valeur des placements étrangers diminue.

Le risque de change est présenté lorsque l'exposition des Fonds aux devises est supérieure à 5 % de l'actif net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Un risque de taux d'intérêt existe lorsqu'un fonds de placement investit dans des instruments financiers portant intérêt. En général, la valeur de ces titres augmente si les taux d'intérêt baissent et diminue si les taux d'intérêt augmentent. Le gestionnaire gère ce risque en calculant et en surveillant la duration effective moyenne du portefeuille concernant ces titres. Les Fonds détiennent également un montant limité de trésorerie exposé à des taux d'intérêt variables de sorte qu'ils sont exposés au risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie.

Les variations des taux d'intérêt du marché peuvent affecter les frais d'emprunt des positions courtes détenues par le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI.

Risque de prix

Le risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt.

Le gestionnaire de portefeuille compte gérer ce risque au moyen d'une sélection judicieuse de titres et d'autres instruments financiers, conformément aux limites définies. Le risque maximal découlant des instruments financiers est déterminé en fonction de la juste valeur ou de la valeur contractuelle des instruments financiers. Les instruments financiers détenus par les Fonds sont exposés au risque de prix découlant des incertitudes relatives aux cours futurs des instruments.

Risque de concentration

Le risque de concentration découle de la concentration des positions dans une même catégorie, que ce soit un emplacement géographique ou un secteur d'activité. Pour les Fonds dont la stratégie est d'investir à l'international, la concentration par emplacement géographique est présentée entre autres selon le pays d'incorporation ou la région. Pour les Fonds dont la stratégie est d'investir localement, la concentration par secteur d'activité est présentée selon leurs placements dans les différents secteurs. Le risque de concentration est géré au moyen de la diversification du portefeuille dans le cadre de l'objectif et de la stratégie des Fonds.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'une contrepartie à un instrument financier ne soit pas en mesure de payer le montant total à l'échéance. Le risque de crédit des Fonds est géré par le biais d'une analyse de crédit indépendante du gestionnaire/sous-gestionnaire, à laquelle vient s'ajouter celle des agences de notation.

Transaction sur instruments financiers

Les Fonds sont exposés au risque de crédit. Le risque de crédit propre aux Fonds et le risque de crédit de la contrepartie sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés. Les transactions sont réglées ou payées à la livraison par l'entremise de courtiers approuvés. Le risque de défaillance est jugé minime, puisque la livraison des titres vendus est effectuée seulement lorsque le courtier a reçu le paiement.

Le paiement sur achat est effectué une fois les titres reçus par le courtier. La transaction échouera si une des parties ne respecte pas ses obligations.

Le recours à des dépositaires et à des courtiers primaires qui procèdent au règlement des transactions comporte toutefois des risques et, dans de rares circonstances, les titres et autres actifs déposés auprès du dépositaire ou du courtier peuvent être exposés au risque de crédit lié à ces parties. En outre, des problèmes d'ordre pratique ou des retards peuvent survenir lorsque les Fonds tentent de faire respecter leurs droits à l'égard des actifs en cas d'insolvabilité d'une telle partie.

La notation de crédit des titres à revenu fixe et des titres de marché monétaire est établie par des agences de notation, qui incluent généralement *Dominion Bond Rating Service* (« DBRS »), *Standard & Poor's* et *Moody's*. Dans les cas où les agences de notation ne s'accordent pas sur une notation de crédit, les titres à revenu fixe et les titres du marché monétaire seront classés selon les règles suivantes :

- Si deux notations de crédit sont disponibles, mais qu'elles sont différentes, la notation de crédit la moins élevée est utilisée;
- Si trois notations de crédit sont disponibles, la notation de crédit la plus fréquente est utilisée;
- Si les trois agences de notation présentent des notations différentes, la notation médiane est utilisée.

La notation de crédit est ensuite convertie au format *DBRS*. En règle générale, plus la notation de crédit d'un titre est élevée, plus il est probable que la société émettrice respectera ses obligations.

Les instruments financiers dérivés sont des contrats dont la valeur est fonction notamment d'un actif sous-jacent et d'autres facteurs externes, tels des taux d'intérêt et des cours de change. La grande majorité des contrats d'instruments financiers dérivés sont négociés de gré à gré entre les Fonds et leurs contreparties, et comprend, entre autres, des contrats de change à terme. Les autres transactions sont des contrats négociés en Bourse comprenant principalement des contrats à terme.

Étant donné que le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI peut emprunter des liquidités à des fins d'investissement, vendre des titres à découvert et déposer une marge à titre de garantie pour des transactions sur des dérivés spécifiques, certains des actifs du Fonds peuvent être détenus sur des comptes sur marge auprès d'un courtier de premier ordre. Il peut s'avérer plus difficile de séparer les actifs des clients dans un compte sur marge que dans un compte de dépôt traditionnel, ce qui pourrait potentiellement exposer le Fonds à un risque imprévu si le courtier de premier ordre rencontrait des difficultés financières. Dans ce cas, les actifs du Fonds pourraient être inaccessibles et le Fonds pourrait subir des pertes si le courtier de premier ordre ne peut pas satisfaire les demandes de ses créanciers ou si le Fonds ne peut pas négocier les positions dans des conditions de marché défavorables.

Les transactions du Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI sont effectuées par l'intermédiaire d'un courtier agréé et sont réglées à la livraison par le courtier de premier ordre du Fonds, RBC Dominion valeurs mobilières Inc. Le risque de défaillance est considéré comme minime, car la livraison des placements vendus n'a lieu que lorsque le Fonds a reçu le paiement. Le paiement des achats est effectué une fois que les placements ont été reçus par le Fonds. Si l'une des parties ne respecte pas ses obligations, la transaction échoue.

La cote de crédit de RBC Dominion valeurs mobilières Inc. au 30 septembre 2024 était AA-.

Prêt de titres et mises en pension

Les opérations de prêt de titres et de mises en pension exposent les Fonds à un risque de crédit. Ces opérations sont encadrées par des conventions de participation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Pour atténuer le risque de crédit, les Fonds concluent également des ententes de compensation avec les contreparties et exigent un pourcentage de constitution de garanties (sûretés financières) sur ces opérations. Les Fonds n'acceptent de la part des contreparties que des sûretés financières qui respectent les critères d'admissibilité définis dans le cadre de leurs politiques. Ces critères favorisent la réalisation rapide des sûretés advenant une situation de défaut. Les sûretés reçues et données par les Fonds prennent principalement la forme d'encaisse et de titres de gouvernements. Des renseignements supplémentaires sur les actifs affectés et reçus en garantie sont présentés à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que le Fonds éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers.

Les Fonds sont exposés aux rachats quotidiens de parts en espèces. Ils investissent donc la majorité de leurs actifs dans des placements liquides (c'est-à-dire des placements qui sont négociés sur un marché actif et dont ils peuvent facilement se départir).

Certains Fonds peuvent investir dans des instruments financiers dérivés, des titres de créance et des titres de capitaux propres non cotés qui ne sont pas négociés sur un marché actif. En conséquence, certains Fonds pourraient ne pas être en mesure de liquider rapidement ces placements à des montants se rapprochant de la juste valeur, ou de réagir à des événements spécifiques, comme une détérioration de la solvabilité d'un émetteur en particulier. De plus, les Fonds peuvent emprunter un montant pouvant atteindre 5 % de leur actif net afin de financer les rachats.

Chaque Fonds peut être exposé indirectement au risque de liquidité dans le cas où le(s) fonds sous-jacent(s) suspendraient les rachats, ce qui empêcherait le Fonds de racheter ses placements.

La majorité des passifs restants sont exigibles au cours des trois prochains mois. Les soldes venant à échéance au cours des 12 prochains mois équivalent aux soldes comptables, puisque l'impact de l'actualisation n'est pas important.

Risque lié à la vente à découvert

Étant donné que, dans le cadre d'une vente à découvert, le Fonds emprunte des titres auprès d'un prêteur et les vend sur le marché libre, le Fonds réalisera généralement un profit si les titres perdent de la valeur et subira une perte si les titres prennent de la valeur. Le processus d'une « vente à découvert » exige que le Fonds fournisse une garantie au prêteur et paie des frais pour l'emprunt, qui peuvent varier pendant la période d'emprunt. Contrairement à un achat de titres, où la perte maximale ne peut dépasser le montant investi, il n'y a aucune limite au risque du Fonds dans le cas d'une vente à découvert. Les titres prêtés dans le cadre de la vente à découvert peuvent être rappelés par le prêteur et des restrictions quant à la disponibilité des titres peuvent réduire la marge de manœuvre du Fonds dans le cadre de la vente à découvert. En outre, le Fonds pourrait avoir de la difficulté à racheter et à retourner les titres empruntés s'il n'existe pas de marché liquide. Le Fonds peut également être exposé indirectement au risque lié à la vente à découvert s'il investit dans un fonds sous-jacent qui effectue des ventes à découvert.

Un fonds commun de placement alternatif est soumis à des restrictions de vente à découvert différentes de celles applicables aux fonds communs de placement conventionnels dans la législation sur les valeurs mobilières. En tant que fonds commun de placement alternatif, le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI a bénéficié d'une dispense d'application. Sous réserve des conditions et de l'applicabilité de la dispense, le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI est autorisé à effectuer des opérations de vente à découvert jusqu'à un maximum de 100 % de sa valeur liquidative, y compris la vente à découvert d'unités de participation indicielles (« UPI ») d'un ou de plusieurs émetteurs d'UPI pour un montant total allant jusqu'à 100 % de sa valeur liquidative, ce qui est supérieur aux limites de vente à découvert prévues pour les fonds communs de placement conventionnels et les fonds communs de placement alternatifs dans le Règlement 81-102.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

30 septembre 2024 et 2023 (suite)

Risque de l'effet de levier

Les fonds communs de placement alternatifs ne sont pas assujettis à certaines restrictions de placement énoncées dans le Règlement 81-102 qui restreignent la capacité des fonds communs de placement conventionnels (autres que les fonds communs de placement alternatifs) à utiliser l'effet de levier de leurs actifs par le biais d'emprunts, de ventes à découvert et/ou de dérivés. Des décisions de placement peuvent être prises pour les actifs d'un fonds commun de placement alternatif dont la valeur dépasse la valeur liquidative du fonds. Par conséquent, si ces décisions de placement sont incorrectes, les pertes qui en découleront seront plus importantes que si les placements étaient effectués uniquement dans un portefeuille positions acheteur sans effet de levier, comme c'est le cas dans la plupart des fonds communs de placement en actions. De plus, il faut s'attendre à ce que les stratégies de placement assorties d'un effet de levier augmentent le taux de rotation du Fonds, les coûts associés à ses opérations et à ses incidences sur le marché, les frais d'intérêts et d'autres frais.

En vertu des restrictions en matière de placement applicables aux fonds communs de placement alternatifs énoncées dans le Règlement 81-102, l'exposition brute globale d'un fonds commun de placement alternatif, calculée comme la somme des éléments suivants, ne doit pas dépasser trois fois la valeur liquidative du fonds commun de placement alternatif : i) l'encours total de ses emprunts aux termes de conventions d'emprunt, ii) la valeur marchande totale de tous les titres vendus à découvert; et iii) le montant notionnel global des positions du fonds commun de placement alternatif à l'égard de dérivés visés, sauf ceux qui sont utilisés à des fins de couverture. Si l'exposition brute globale du fonds commun de placement alternatif dépasse trois fois sa valeur liquidative, le fonds commun de placement alternatif doit, dès qu'il le pourra, de façon raisonnable sur le plan commercial, prendre toutes les mesures nécessaires afin de réduire l'exposition brute globale à un maximum de trois fois sa valeur liquidative. En tant que « fonds commun de placement alternatif », le Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI n'est pas assujetti à certaines restrictions en matière de placement énoncées dans le Règlement 81-102 qui limitent la capacité des fonds communs de placement conventionnels (autres que les fonds communs de placement alternatifs) à utiliser l'effet de levier de leurs actifs par le biais d'emprunts, de ventes à découvert et/ou du recours à des dérivés.

Information supplémentaire

Pour obtenir des renseignements concernant les risques découlant des instruments financiers auxquels chaque Fonds est exposé, se reporter à la section « Notes afférentes aux états financiers – Information spécifique » relative à chacun des Fonds.

8. AUTRES INFORMATIONS

Les porteurs de parts des Fonds peuvent se procurer sans frais le prospectus simplifié, les aperçus des fonds ainsi que les états financiers en s'adressant à :

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C.

151, rue Yonge

bureau 1200

Toronto (Ontario)

M5C 2W7

www.placementsnei.com

Tél. : 1-888-809-3333

Ces documents peuvent également être obtenus sur Internet à l'adresse suivante : www.sedarplus.ca

